



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 29 MARS 1902.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

35

Nominations

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 21 mars courant, 1902, de nommer M. Joseph Dupuis, fils d'Olivier, commissaire d'écoles de la municipalité de Saint-Jacques No. 2, comté Montcalm, en remplacement de M. Alcide Gaudette, qui a quitté la municipalité et qui n'a pas été remplacé dans le délai prescrit.

No. 1087 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 21 mars courant, 1902, de nommer le Révérend Benjamin Demers, curé de Saint-Jean-Baptiste de Québec, membre de la commission scolaire de la cité de Québec, en remplacement du révérend M. F. Faguy, qui a donné sa démission. 1773

PROVINCE OF QUÉBEC

QUEBEC, SATURDAY, 29th MARCH, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

36

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st of March instant, 1902, to appoint Mr. Joseph Dupuis, son of Olivier, school commissioner of the municipality of Saint-Jacques, No. 2, county Montcalm, to replace Mr. Alcide Gaudette, who has left the municipality, and who has not been replaced with the prescribed delay.

No. 1087 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st March instant, 1902, to appoint the Reverend Benjamin Demers, parish priest of Saint-Jean-Baptiste de Québec, a member of the school commission of the city of Québec, to replace the Reverend Mr. F. Faguy, who has resigned. 1274

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du dix-neuvième jour de mars 1902, de nommer M. Jean-Pierre Veber, greffier, de la cité de Sainte-Cunégonde, comté d'Hochelaga, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 2572 des Statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur toute la province. 1281

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the nineteenth day of March instant, 1902, to appoint Mr. Jean-Pierre Veber, clerk, of the city of Sainte-Cunégonde, county of Hochelaga, a justice of the peace in virtue of the provisions of article 2572 of the Revised Statutes of the province of Quebec, with jurisdiction over the whole province. 1282

Avis du Gouvernement

No 3318.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 21 mars courant, 1902, de détacher de la municipalité de Saint-Médard de Warwick, comté d'Arthabaska, les lots suivants du canton de Tingwick, savoir : Nos 26, 27, 34, 35, 36, 37 et 41, du premier rang du canton de Tingwick, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Chénier", dans le même comté.

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902. 1275

No 1071.98

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Montebello, Ottawa, les lots suivants du cadastre de Notre Dame de Bonsecours, savoir : le lot No 1 jusqu'à 71 inclusivement, et les ériger en municipalité scolaire sous le nom de "Papineau", dans le dit comté d'Ottawa.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902. 1297

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article 4789 des S. R. P. Q., que "L'Association Protectrice de Bienfaisance de la province de Québec", corps politique incorporé par lettres patentes, a été dissoute, conformément à une résolution des actionnaires, passée à une assemblée tenue le 13 février 1902.

1295

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 7200.

Dorion

La $\frac{1}{2}$ sud des lots 8 et 9, du 6ème rang, à Hugh Darby.

E. E. TACHÉ,
Sous ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 25 mars 1902. 1293

Government Notice

No. 3318.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st of March instant, 1902, to detach from the municipality of Saint Medard de Warwick, county of Arthabaska, the following lots of the township of Tingwick, to wit : Nos 26, 27, 34, 35, 36, 37 and 41, of the first range of the township of Tingwick, and to annex them, for school purposes, to the municipality of "Chénier", in the same county.

This annexation will take effect only on the 1st of July next, 1902. 1276

No 1071.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

Application is made to detach from the municipality of Montebello, Ottawa, the following cadastral lots of Notre Dame de Bonsecours, to wit : No. 1 to 71 included, and to erect them into a school municipality by the name of "Papineau", in the said county of Ottawa.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902. 1298

Notice is hereby given that in virtue of article 4789 of the R. S. P. Q., that "L'Association Protectrice de Bienfaisance de la province de Québec," a body politic incorporated by letters patent, has been dissolved, pursuant to a resolution of the shareholders passed at a meeting held on the 13th February, 1902.

1296

ADELARD TURGEON,
Provincial secretary.

PROVINCE OF QUEBEC

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :
Adj. 7200.

Dorion.

S. $\frac{1}{2}$ of lots 8 and 9, in 6th range, to Hugh Darby.

E. E. TACHÉ,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries
Quebec, 25th March, 1902. 1294

AVIS

DANS LA COUR DE L'ÉCHEQUEUR DU CANADA

Des séances spéciales de la cour de l'Échequier du Canada pour l'instruction de causes, etc., auront lieu aux temps et endroits suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition au bureau du registraire de la cour, à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance; et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite pour aucune telle séance, alors la dite séance n'aura pas lieu, à savoir :

Au palais de justice, dans la cité de Montréal, P. Q., commençant mardi, le 6e jour de mai A. D., 1902, à 11 heures a. m.

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant mardi, le 13e jour de mai A. D., 1902, à 11 heures a. m.

Par ordre,

L. A. AUDETTE,
Registraire.

1002

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÈGLEMENTS DU CONSEIL LÉGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoir, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, l'igne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande; savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

4.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de passage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de

NOTICE

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA

Special sittings of the Exchequer Court of Canada, for the trial of cases, &c., will be holden at the following times and places, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the registrar of the court, at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting; and if no case or matter is so entered or set down for either of such sittings, then the same shall not be holden, viz :

At the court house, in the city of Montreal, P. Q., commencing on Tuesday, the 6th day of May A. D., 1902, at 11 A. M.

At the court house, in the city of Quebec, P. Q., commencing on Tuesday, the 13th day of May A. D., 1902, at 11 A. M.

By order,

L. A. AUDETTE,
Registrar.

1006

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of

despace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

40.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de ce bill doivent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des membres en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

31

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, éclusé, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit

the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

40.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the House, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

32

C. L. G.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock

pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le rattachement d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le comté concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des bureaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act.—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in one district affected and in default of either or a newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice of shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

"Les bills pour incorporer es villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, et spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

33

L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 190

Dame Marie Normandine Olier,
Demanderesse ;

vs.

Albert Gohier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par Dame Marie Normandine Olier, dûment autorisée aux présentes, contre son époux, Albert Gohier, commerçant, tous deux des cité et district de Montréal.

BASTIEN, BERGERON
& COUSINEAU,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 22 mars 1902.

1277

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

34

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 190.

Dame Marie Normandine Olier,
Plaintiff ;

vs.

Albert Gohier, Defendant.

An action in separation as to property has been, this day, instituted by Dame Marie Normandine Olier, duly authorized for the purpose hereof, against her husband, Albert Gohier, trader, both of the city and district of Montreal.

BASTIEN, BERGERON,
& COUSINEAU,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 22nd March, 1902.

1278

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
 No 460.

Dame Ernestine Lamothe a, ce jour, poursuivie en séparation de biens son époux, Joseph Arthur Lajoie, commerçant, de Shawenegan Falls.

L. P. GUILLET,
 Avocat de la demanderesse.

Trois-Rivières, 21 mars 1902. 1287

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour supérieure.*
 No 1516

Madame Marie Louise Trouillet, du village de Chambly Canton, dans le district de Montréal, épouse de Napoléon Racicot, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Napoléon Racicot, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT,
 GERVAIS & RAINVILLE,
 Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 janvier 1902. 1199.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2693.

Dame Amelia Delage, épouse de Henri Mathieu, marchand, de la cité de Montreal, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.

Henri Mathieu, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

P. A. BOUDREAULT,
 Procureur de la demanderesse.

1560, rue Notre-Dame.
 Montréal, 13 mars 1902. 1193.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1652.

Dame Marie Mahaire, épouse de Arthur Vaillancourt, marchand, de la cité de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Arthur Vaillancourt, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

P. A. BOUDREAULT,
 Procureur de la demanderesse.

1560, rue Notre-Dame.
 Montréal, 14 mars 1902. 1191.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 185.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par Dame Elisa Dalpé, dûment autorisée aux fins des présentes, contre son époux, Christophe Collette, fils, commerçant, tous deux de la paroisse de Saint-Antoine, dans le district de Richelieu.

CHARLES AUGUSTE ARCHAMBAULT,
 Procureur de la demanderesse.

Montréal, 3 mars 1902. 1023.4

Cour Supérieure.—District de Québec.
 No 91.

Dame Victoria Desroches, dûment autorisée, de Québec, a pris ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Gustave Haynes, du même lieu, police secrète.

HUBERT CIMON,
 Procureur de la demanderesse.

Québec, 12 mars 1902. 1165.3

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 460.

Dame Ernestine Lamothe has, this day, sued for separation of property her husband, Joseph Arthur Lajoie, trader, of Shawenegan Falls.

L. P. GUILLET,
 Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 21st March, 1902. 1288

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1516.

Dame Marie Louise Trouillet, of the village of Chambly Canton, in the district of Montreal, wife of Napoléon Racicot, laborer, of the same place, duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;

vs.

The said Napoléon Racicot, Defendant.
 An action in separation as to property has been instituted in this cause, this day, by the plaintiff against said defendant.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT,
 GERVAIS & RAINVILLE,
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th January, 1902. 1200

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 No. 2693.

Dame Amelia Delage, of the city of Montreal, wife of Henri Mathieu, trader, duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;

vs.

Henri Mathieu, Defendant.
 An action in separation as to property has been, this day, instituted.

P. A. BOUDREAULT,
 Attorney for plaintiff.

1560, Notre Dame street.
 Montreal, 13th March, 1902. 1294

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1652.

Dame Marie Mahaire, of the city of Montreal, wife of Arthur Vaillancourt, trader, duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;

vs.

The said Arthur Vaillancourt, Defendant.
 An action in separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.

P. A. BOUDREAULT,
 Attorney for plaintiff.

1560, Notre Dame street.
 Montreal, 14th March, 1902. 1192

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 185.

An action in separation as to property has, day, been instituted by Dame Elisa Dalpé, duly authorized for the purpose hereof, against her husband, Christophe Collette, junior, trader, both of the parish of Saint Antoine, district of Richelieu.

CHARLES AUGUSTE ARCHAMBAULT,
 Attorney for the plaintiff.

Montreal, 3rd March, 1902. 1024

Superior Court—District of Quebec.
 No. 91.

Dame Victoria Desroches, duly authorized, of Quebec, has, this day, taken an action for separation of property against her husband, Gustave Haynes, of the same place, detective.

HUBERT CIMON,
 Attorney for plaintiff.

Quebec, 12th, March 1902. 1166

Province de Québec,
District de Montréal, }
No 2630. } *Cour Supérieure.*
Dame Hermine Martin dit Versailles, des cités et
district de Montréal, épouse commune en biens
de Louis Monette, boucher, du même lieu, dû-
ment autorisée à ester en justice.

Demanderesse ;

vs.
Le dit Louis Monette, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour,
intentée par la demanderesse contre le défendeur.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 7 mars 1902. 1127.3

Dame Marie Alphonsine *alias* Marie Simard,
donne avis qu'elle a, ce jour, pris à la cour supé-
rieure pour le district de Chicoutimi, une action en
séparation de biens d'avec son mari, Pierre *alias*
Pitre Martel, marchand, du village de Roberval, le
8 mars 1902.

L. A. LANGLAIS,
Procureur de la demanderesse.
1133.3

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
No 855.

Dame Emma Savage, de la paroisse de Saint-
Martin, district de Montréal, épouse de J. Pierre
Marchildon, du même lieu, a, ce jour, institué une
action en séparation de biens contre son dit mari.

PICHÉ & CORDEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 17 février 1902. 1025.4

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
No 186.

Clodomire Vézina, de Montréal, épouse commune
en biens d'Évila Charette, dûment autorisée à
ester en justice,

vs.
Demanderesse ;
Évila Charette, menuisier, de Montréal,
Défendeur.

Une action en séparation de biens est instituée en
cette cause.

LOUIS MASSON,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 8 mars 1902. 1099.3

Cour supérieure.—District de Kamouraska.
Dame Amanda Garon, épouse de Jules Bruno
Michaud, cultivateur et voyageur de commerce,
de la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska,
dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;
vs.
Le dit Jules Bruno Michaud, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
et cette cause, le quinzième jour de janvier 1902.

L. C. RIOU,
Avocat de la demanderesse.
Fraserville, 15 janvier 1902. 1263.2

Province de Québec, }
District de Bedford, } *Cour Supérieure.*

Dame Sophronie Delorme, du village de Granby,
dit district, épouse de Jérémie Bachand, fils, com-
merçant, du même lieu, dûment autorisée à ester
en justice,

Demanderesse ;
vs.
Le dit Jérémie Bachand, fils, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
le 19 février 1902.

M. MAILHOT,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, 19 février 1902. 913-5

Province of Québec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No 2630.

Dame Hermine Martin dit Versailles, of the city
and district of Montreal, wife *commune en biens*
of Louis Monette, butcher, of the same place,
duly authorized for the purpose hereof.

Plaintiff ;

vs.
The said Louis Monette, Defendant.
An action in separation as to property has, this
day, been instituted by the plaintiff against the
defendant.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 7th March 1902. 1128

Dame Marie Alphonsine *alias* Marie Simard, gives
notice that she has, this day, in the superior court
for the district of Chicoutimi, instituted an action
for separation of property from her husband, Pierre
alias Pitre Martel, merchant, of the village of
Roberval, on the 8th of March, 1902.

L. A. LANGLAIS,
Attorney for plaintiff.
1134

Province of Québec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No 855.

Dame Emma Savage, of the parish of Saint
Martin, district of Montreal, wife of J. Pierre
Marchildon, of the same place, has, this day, insti-
tuted an action for separation of property against
her said husband.

PICHÉ & CORDEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 17th February, 1902. 1026

Province of Québec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No 186.

Clodomire Vezina, of Montreal, wife common as to
property of Évila Charette, duly authorized to
appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;
vs.
Évila Charette, joiner, of Montreal,
Defendant.

An action for separation of property is instituted
in this cause.

LOUIS MASSON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 8th March, 1902. 1100

Superior court.—District of Kamouraska
Dame Amanda Garon, wife of Jules Bruno Michaud,
farmer and commercial traveller, of the parish
of Saint Louis de Kamouraska, duly authorized
to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;
vs.
The said Jules Bruno Michaud, Defendant.
An action for separation of property has been
instituted in this cause on the fifteenth day of
January, 1902.

L. C. RIOU,
Attorney for plaintiff.
Fraserville, 15th January, 1902. 1264

Province of Québec, }
District of Bedford, } *Superior Court.*

Dame Sophronie Delorme, of the village of Granby,
said district, wife of Jeremi Bachand, junior, of
the same place, trader, duly authorized to *ester*
en justice,

Plaintiff ;
vs.
The said Jeremi Bachand, junior,
Defendant.

An action in separation of property has been
instituted the 19th of February instant.

M. MAILHOT,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 19th February, 1902. 914

Canada,
Province de Québec,
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
No. 2933.

Dame Clarisse Tremblay, épouse de Joseph Arthur Montreuil, commerçant, de la ville de Fraserville, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

GUST. J. CHAGNON,
Avocat de la dite Dame Tremblay.
Fraserville, 3 mars 1902. 1037-4

Cour Supérieure.—Kamouraska.

Dame Marie Caroline Hudon dit Beaulieu, épouse de François Xavier Roy, marchand, de Saint-Philippe de Néri, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

et

Le dit François Xavier Roy, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-septième jour de mars 1902.

RIOU & POTVIN,
Avocats de la demanderesse.
Fraserville, 19 mars 1902. 1265.2

Avis est par le présent donné que, William Maxwell, cultivateur, du canton de Wakefield, comté de Wright, présentera, le premier jour de mai prochain, à dix heures de l'avant-midi, ou aussitôt après qu'il pourra être entendu, à la cour supérieure ou à un juge de cette cour, siégeant dans et pour le district d'Ottawa, au palais de justice, dans la cité de Hull, une requête aux fins d'obtenir une ordonnance enjoignant au registraire de la division d'enregistrement de Wright, d'enregistrer un certain acte de transport à lui consenti par Dame Catherine McVeigh, veuve de feu Thomas Maxwell, sa mère, Sarah Maxwell, fille majeure, maintenant décédée, Ann Maxwell, épouse de John Stevenson, et le dit John Stevenson pour autoriser sa femme, Martha Maxwell, épouse de James Cooper, et le dit James Cooper pour autoriser sa femme, la dite dame Martha Maxwell, actuellement décédée, Thomas Maxwell, actuellement décédé, et sa femme, Mary Millen, pour renoncer au douaire tant pour elle-même que pour ses enfants nés ou à naître de son mariage avec le dit Thomas Maxwell, tous du township de Wakefield, à l'exception de la dite Martha Maxwell et son époux, qui sont de la cité de Hull, Mr. John Maxwell, de Langly, Colombie Anglaise, et Dame Elizabeth Carman, son épouse, pour renoncer au douaire tant pour elle-même que pour ses enfants nés et à naître du dit John Maxwell, le dit acte signé en présence de témoins, le ou vers le quinze d'avril mil huit cent soixante et dix-sept, et immédiatement enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté d'Ottawa, par lequel la dite dame Catherine McVeigh comme ayant été commune en biens avec le dit Thomas Maxwell et les autres comparants étant avec le dit William Maxwell, les seuls héritiers du dit feu Thomas Maxwell, ont transporté au dit William Maxwell, le lot numéro six B, du second rang du dit canton de Wakefield, et faisant remonter cet enregistrement au dit jour quinze d'avril mil huit cent soixante-dix-sept.

Donné en la cité de Hull, ce dix-huitième jour de mars A. D. 1902.

WILLIAM MAXWELL.
1271 Par N. TETREAU, N. P.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du dit avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de Québec, aux fins d'obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

Canada,
Province of Québec,
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
No. 2933.

Dame Clarisse Tremblay, wife of Joseph Arthur Montreuil, trader, of the town of Fraserville, has, this day, taken an action in separation as to property against her said husband.

GUST. J. CHAGNON,
Attorney for said Dame Tremblay.
Fraserville, 3rd March, 1902. 1038

Superior Court.—Kamouraska.

Dame Marie Caroline Hudon dit Beaulieu, wife of François Xavier Roy, merchant, of Saint-Philippe de Néri, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

and

The said François Xavier Roy, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the seventeenth day of March, 1902.

RIOU & POTVIN,
Attorneys for plaintiff.
Fraserville, 19th March, 1902. 1266

Notice is hereby given that, William Maxwell, of the township of Wakefield, county of Wright, farmer, will present on the first day of May next, at ten o'clock in the forenoon, or so soon thereafter as he can be heard, to the superior court or to a judge of the said court, sitting in and for the district of Ottawa, at the court house, in the said city of Hull, a petition to obtain an order to the registrar of the registration division of the county of Wright, to register a certain deed of transfer consented to him by Dame Catherine McVeigh, widow of the late Thomas Maxwell, his mother, Sarah Maxwell, spinster, now deceased, Ann Maxwell, wife of John Stevenson, and the said John Stevenson to authorize his said wife, Martha Maxwell, wife of James Cooper, and the said James Cooper to authorize his said wife, the said Martha Maxwell, since deceased, Thomas Maxwell, now deceased, and his wife, Mary Millen, to renounce the dower as well for herself as for any child born or to be born from her marriage with said Thomas Maxwell, all of the township of Wakefield, with the exception of said Martha Maxwell and her said husband, who were of the city of Hull, Mr. John Maxwell, of Langly, in British Columbia, and Dame Elizabeth Carman, his wife, to renounce the dower for herself and her children issue of her marriage with said John Maxwell, said deed signed in the presence of witnesses, on or about the fifteenth of April, A. D. one thousand eight hundred and seventy-seven, and immediately registered in the registry office for the county of Ottawa, by which said deed the said Dame Catherine McVeigh as having been common as to property with said late Thomas Maxwell, and the other parties as being with said William Maxwell, the sole heirs of the said late Thomas Maxwell, have transferred to the said William Maxwell, the lot number six B, in the second range of the said township of Wakefield, said registration of date from the said fifteenth day of April, A. D. one thousand eight hundred and seventy-seven.

Given at the city of Hull, this eighteenth day of March, A. D. 1902.

WILLIAM MAXWELL.
1272 By N. TETREAU, N. P.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent of the province of Québec, under the provisions of the joint stock companies' act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

10. Le nom proposé de la compagnie sera "Club Social de Saint-Henri."

20. Les objets pour lequel l'incorporation est demandée sont : de se recréer et s'instruire ; avoir un local pour y avoir gymnase, jeux, billards, bibliothèque et salle de lecture ; construire, meubler, posséder, mettre en opération, maintenir, conduire un restaurant et toutes affaires y ayant rapport, y compris le droit de vendre des liqueurs de toutes sortes sous licence pour l'usage des membres du dit Club Social de Saint-Henri.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Saint-Henri de Montréal, province de Québec.

40. Le montant proposé du fonds social sera de deux mille dollars courant, divisé en deux cents actions de dix dollars chacune.

50. Les noms des requérants sont : Antoine Léger, entrepreneur, Joseph Laliberté, commis, François-Xavier Bourdus, marchand-tailleur, Pierre Chicoine, marchand, Clément Lafleur, industriel, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal.

M. G. LAROCHELLE,

Procureur des requérants.

Montréal, 24 mars 1902.

1283

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation, par lettres patentes, sous le grand Sceau.

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée, sera "La Compagnie à bois Jacques-Cartier."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : d'acquérir, louer, vendre, posséder et retenir par tous titres légaux, des biens meubles et immeubles, terres, limites à bois, pouvoirs d'eau, moulins à scie, fabriques de pulpe et papier, aqueducs, pouvoirs électriques, tramways électriques et autres privilèges et améliorations qui peuvent être nécessaires ou utiles pour le commerce de la compagnie, faire et conduire ses affaires générales comme entrepreneur et commerçant de tous genres.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera à Québec.

4° Le fonds social sera de cent quatre-vingt-dix mille (\$190,000.00) piastres, divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions, de cent (\$100.00) piastres chacune.

5° Les requérants sont : Joseph Hercule Dansereau, marchand de bois, et Dame Marie Rachel Chagnon, tous deux de Verchères ; Louis Philorum Lazure, marchand général, Dame Marie Olivine Chagnon, et Pierre Napoléon Lazure, cultivateur, ces trois derniers de Saint-Rémi.

6° Les dits Joseph Hercule Dansereau, Louis Philorum Lazure et Pierre Napoléon Lazure, tous sujets de Sa Majesté et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

JOS.-E. DUHAMEL, N. P.,

Pour les requérants.

Daté à Québec, ce douzième jour de mars mil neuf cent deux.

1206.2

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation, par lettres patentes, sous le grand Sceau.

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera "La Compagnie limitée L. P. Lazure."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : d'acquérir, de prendre possession et de continuer comme entreprise en exploitation les affaires actuellement conduites à Saint-Rémi par L. P. Lazure, comme commerçant général et propriétaire de magasin à départements, d'acquérir, vendre et louer les meubles et immeubles et manufactures qui seront jugés utiles au commerce de la dite compagnie, de mettre les dites affaires en opération et de faire toutes autres choses du genre de celles-ci.

1. The proposed name of the company is to be "Club Social de Saint Henri".

2. The purposes for which incorporation is sought are : to divert, recreate and instruct oneself ; to have a house for the purpose of making an installation of complete gymnasium and games, and billiard, a library and reading room : to built, furnish, possess, operate, maintain a restaurant and all pertaining thereto, also the right to sell liquors of all kinds with license for the use of the members of said "Club Social de Saint Henri".

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Saint Henri de Montréal, province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is to be two thousand dollars currency, divided into two hundred shares of ten dollars each.

5. The names in full of the applicants are : Antoine Léger, contractor, Joseph Laliberté, clerk, François-Xavier Bourdus, merchant tailor, Pierre Chicoine, merchant, Clément Lafleur, industrial, of the city of Saint Henri de Montréal, district of Montreal.

M. G. LAROCHELLE,

Solicitor for applicants.

Montreal, 24th March, 1902.

1284

Notice is hereby given that a demand will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, to obtain a charter of incorporation, by letters patent, under the great Seal :

1. The corporative name of the proposed company, shall be "La Compagnie à bois Jacques-Cartier."

2. The objects for which the incorporation is asked, are : to acquire, rent, sell, possess and retain for all legal titles, moveables and immoveables, lands, wood limits, water-powers, saw-mills, pulp and paper manufactures, water-works, electric powers, electric tramways and other privileges and improvements which may be necessary or useful for the business of the said company, do and conduct its general business as undertaker and trader of all kinds.

3. The principal place of business of the company shall be in Quebec.

4. The capital stock of the company shall be one hundred and ninety thousand (\$190,000.00) dollars, divided into one hundred and ninety (190) shares, of one hundred (\$100.00) dollars each.

5. The petitioners are : Joseph Hercule Dansereau, lumber merchant, and Dame Marie Rachel Chagnon, both of Verchères ; Louis Philorum Lazure, general merchant, Dame Marie Olivine Chagnon, and Pierre Napoléon Lazure, farmer, the last three mentioned of Saint Rémi.

6. The said Joseph Hercule Dansereau, Louis Philorum Lazure, and Pierre Napoléon Lazure, all subjects of His Majesty and residing in Canada, shall be the first directors of the said company.

JOS.-E. DUHAMEL, N. P.,

For the petitioners.

Dated at Quebec, this twelfth day of March, one thousand nine hundred and two.

1206

Notice is hereby given that a demand will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, to obtain a charter of incorporation, by letters patent, under the great Seal :

1. The corporative name of the proposed company will be "La Compagnie limitée L. P. Lazure."

2. The objects for which the incorporation is asked, are : to acquire, to take possession and to continue the business actually conducted at Saint Rémi by L. P. Lazure, as general merchant and proprietor of departmental store, to acquire, sell and rent moveables and immoveables and the manufactures which will be deemed necessary for the business of the said company, to put the said business in operation and to do all other affairs appertaining to the said business.

3° Le siège principal de la dite compagnie sera à Saint-Rémi, dite province de Québec.

4° Le fonds social sera de quatre-vingt-dix mille (\$90,000.00) piastres, divisé en quatre-vingt-dix (90) actions de cent (\$100.00) chacune.

5° Les requérants sont : Louis Philorum Lazure, marchand, Louis Moïse Corneillier, Jean Chagnon et Hilaire Lamarre, commis, tous de Saint-Rémi susdit, et Joseph Théodule Poirier, marchand, de la cité de Montréal.

6° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

JOS.-E. DUHAMEL, N. P.,

Pour les requérants.

Daté à Québec, ce douzième jour de mars mil neuf cent deux. 1203.2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Eagle Electric Light Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : d'acquérir, posséder, mettre en opération, louer, fournir, vendre et autrement employer l'eau, l'électricité, la vapeur et autre pouvoir pour les fins d'éclairage, de chauffage et de pouvoirs moteurs, et de louer de "The Labrador Electric and Pulp Company" le pouvoir suffisant pour les fins de cette compagnie, et aussi aucun des droits et privilèges que cette compagnie a acquis par sa charte.

3° La place d'affaires de la dite compagnie sera spécialement dans les comtés de Charlevoix et de Montmorency.

4° Le principal bureau de la compagnie sera dans la cité de Montréal, district de Montréal et province de Québec.

5° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$25,000.00.

6° Le nombre d'actions sera de deux cents, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

7° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Rodolphe Forget, courtier ; Charles Arher, avocat ; Rolland Préfontaine, électricien ; Joseph L. Perron, avocat ; Joseph Avila Thivierge, comptable, tous de la cité de Montréal.

8° Les requérants ci-dessus nommés seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie, lesquels sont tous résidants en Canada et sujets de Sa Majesté le Roi.

ARCHER & PERRON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 27 février 1902. 1001.4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu des dispositions de la Loi Corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec.

1° Le nom de la compagnie sera "The T. F. Moore Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter et vendre du bois, charbon, coke, foin, grain et aliment de toutes sortes.

(b) De faire en général les affaires d'entrepreneur, de drayeur et charroyeur.

3. The principal place of business of the said company shall be at Saint Rémi, in said province of Québec.

4. The capital stock of the company shall be ninety thousand dollars (\$90,000.00), divided into ninety (90) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

5. The petitioners are : Louis Philorum Lazure, merchant, Louis Moïse Corneillier, Jean Chagnon and Hilaire Lamarre, clerks, all of Saint Rémi aforesaid, and Joseph Théodule Poirier, merchant, of the city of Montreal.

6. The petitioners, all subjects of His Majesty and residing in Canada, shall be the first directors of the said company.

JOS.-E. DUHAMEL, N. P.,

For the petitioners.

Dated at Québec, this twelfth day of March, one thousand nine hundred and two. 1204

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the "The Joint Stock Companies Incorporation Act," incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is the "Eagle Electric Light Company"

2. The object for which incorporation is sought is to acquire, possess, operate, lease, furnish, sell and otherwise use water, electric, steam and other power for lighting and eating purposes and motive powers, and to lease and rent from The Labrador Electric and Pulp Company sufficient power for the purposes of this company, and also any of the rights and privileges that company has acquired by its charter.

3. The said company will carry on business specially in the county of Charlevoix and the county of Montmorency.

4. The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal, and province of Québec.

5. The amount of capital stock of the said company will be \$25,000.00.

6. The number of shares will be two hundred, and the amount of each share will be of one hundred dollars.

7. The names in full, address and calling of each of the applicants are as follows : Rodolphe Forget, broker ; Charles Arher, advocate ; Rolland Préfontaine, electrician ; Joseph L. Perron, advocate ; Joseph Avila Thivierge, accountant, all of the city of Montreal.

8. That the above applicants are to be the first or provisional directors of the company and all reside in Canada and are subjects of His Majesty the King.

ARCHER & PERRON,

Attorneys for applicants.

Montreal, 27th February, 1902. 1002

Public notice is hereby given that within one month after the last publication hereof in the *Quebec official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in council for the province of Québec, for the granting of a charter of incorporation under the provisions of the Joint Stock Companies Act, for the province of Québec.

1. The name of the company is to be "The T. F. Moore Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To buy and sell wood, coal, coke, hay, grain and feed of all kinds.

(b) To do a general contracting, dredging and cartage business.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de cent, de \$100.00 chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : Charles Francis Moore, marchand ; Robert Alfred Ernest Greenshields, avocat ; Arnold Wainwright, étudiant ; Holsey Lorne Mitchell, commis, et Alexander Wardrope Greenshields Macalister, avocat, tous des cités et district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 6 mars 1902.

1031.4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la "Gazette Officielle de Québec," les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1o Le nom proposé de la compagnie sera "Beauchemin & Fils."

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont dans le but de faire des affaires comme manufacturiers d'instruments agricoles, d'engins et bouilloires, moulins, essieux pour voitures, constructeurs de vaisseaux, fondeurs, et fabricants de tous ouvrages en fer, fonte, acier, cuivre et bois, et toutes autres ouvrages ayant rapport à la mécanique.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Sorel, dans la province de Québec.

4o Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres \$50,000, divisé en cinq cents parts de (\$100.00) cent piastres chacune.

5o Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Philippe Beauchemin, industriel ; Alfred Beauchemin, comptable ; Victor Emmanuel Beauchemin, mécanicien ; Ovide Gauthier, menuisier ; Hormisdas Hudon Beaulieu, comptable, tous de la cité de Sorel, province de Québec, et tous sont sujets anglais.

6o Que Philippe Beauchemin, Alfred Beauchemin et Victor Emmanuel Beauchemin, trois des requérants ci-dessus nommés seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

WURTELE & LACROIX

Avocats des requérants.

Sorel, 4 mars, 1902.

1035.4

AVIS.

Avis est par le présent donné que dans les trente jours qui suivront la dernière insertion du présent avis, une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur en conseil de cette province, par Henry Hamilton, marchand, Napoleon Edouard Hamilton, marchand, George Hamilton, commis, tous trois de la cité de Montréal, et Henry Hamilton, jr., marchand, et Auguste Singer, comptable, ces deux derniers de la ville de Westmount, aux fins d'obte-

3. The head office of the said company shall be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is to be ten thousand dollars (\$10,000.00).

5. The number of shares is to be one hundred, of the par value \$100.00 each.

6. The name in full and the address and calling of each of the applicants, are as follows : Charles Francis Moore, marchand ; Robert Alfred Ernest Greenshields, advocate ; Arnold Wainwright, student ; Holsey Lorne Mitchell, clerk, and Alexander Wardrope Greenshields Macalister, advocate, all of the city and district of Montreal, who shall be the first or provisional directors of the said company.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,

Solicitors for applicants.

Montreal, 6th March, 1902.

1082

Notice is hereby given that within a month from the last publication of this notice in the "Quebec Official Gazette," the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for letters patent under the joint stock companies incorporation act, constituting the petitioners and all other persons who may become shareholders in the projected company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereafter set forth, to wit :

1. The proposed name of the company will be Beauchemin & Fils.

2. The objects for which incorporation is sought are : carrying on business as manufacturers of agricultural implements, engines and boilers, mills, carriage axles, ship builders, founders and manufacturers of all iron-work cast-iron, steel, brass and wood, and all other business connected with machinery.

3. The chief place of business of the company, will be in the city of Sorel, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be fifty thousand dollars (\$50,000), divided into five hundred shares of one hundred dollars (100,000) each.

5. The names in full, residence and occupation of the petitioners are as follows : Philippe Beauchemin, manufacturer ; Alfred Beauchemin, accountant ; Victor Emmanuel Beauchemin, machinist ; Ovide Gauthier, crier ; Hormisdas Hudon Beaulieu, accountant, all of the city of Sorel, province of Quebec, and all british subjects.

6. Philippe Beauchemin, Alfred Beauchemin and Victor Emmanuel Beauchemin, three of the above mentioned petitioners will be the first directors of the said company.

WURTELE & LACROIX,

Solicitors for applicants.

Sorel, 4th March, 1902.

1086.

NOTICE.

Notice is hereby given that within thirty days after the last insertion of this notice, application will be made to the Lieutenant Governor in council of this province, by Henry Hamilton, merchant, Napoleon Edouard Hamilton, merchant, George Hamilton, clerk, all three of the city of Montreal, and Henry Hamilton, jr., merchant, and Auguste Singer, accountant, the two latter of the town of Westmount, for the purpose of obtaining letters

nir des lettres patentes, les incorporant comme compagnie à fonds social sous les nom et raison de "La Compagnie Hamilton (limitée)," ainsi que toutes autres personnes qui pourront à l'avenir devenir membres de la dite société.

Le but de cette société est de faire le commerce en gros et en détail de toutes les marchandises qui se vendent généralement dans les magasins à rayon (departmental store).

La place principale d'affaires sera dans la cité de Montréal, avec pouvoir d'établir des succursales dans les différentes villes de la province.

Le montant du fonds social sera de \$100,000.00 divisé en mille parts de cents piastres chacune.

Les cinq personnes ci-dessus mentionnées seront les directeurs provisoires de la dite société.

HENRY HAMILTON,

Pour les requérants.

Montréal, 13 mars 1902.

1183.8

Avis est par le présent donné que sous quatre semaines consécutives de publication de cet avis, dans la "Gazette Officielle de Québec," une demande sera faite, au Lieutenant-Gouverneur pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1o Le nom collectif proposé de la compagnie sera le "Victoria Yacht Club, Limited."

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) Fournir des endroits de club de yacht sur le lac Dechesne ou près de la ville d'Aylmer, dans la province de Québec, et préparer les dits endroits pour navigation en bateaux et en yachts et pour autres fins de la compagnie, et de fournir des pavillons, bains, salles de rafraîchissements et autres commodités y ayant rapport.

(b) Promouvoir la navigation en bateaux et en yacht et autres amusements et passe-temps aquatiques.

(c) Tenir et préparer des courses en bateau et en yacht et concours, et offrir et donner des prix, récompenses et distinctions ou y contribuer.

(d) Souscrire, devenir membre et coopérer avec toute autre association, soit incorporée ou non, dont les objets sont tous ou en partie semblables à ceux de cette compagnie.

(e) Acheter, vendre et faire le commerce de toute sorte d'appareils et de toute sorte de provisions, liquides et solides, requises par les personnes fréquentant les endroits de la compagnie.

(f) Acheter, louer ou acquérir autrement toutes terres, bâtisses, servitudes, propriétés, meubles et immeubles qui peuvent être requises pour les fins de la compagnie ou capables d'être employés convenablement en rapport avec aucun des objets d'icelle.

(g) Prélever de l'argent par souscription, et accorder tous les droits et privilèges aux souscripteurs.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la ville d'Aylmer, dans la province de Québec.

4o Le fonds social proposé sera de dix mille piastres.

patent, incorporating them as a joint stock company, by the name "La Compagnie Hamilton (limitée)," as well as any other persons who may in future become members of the said company.

The object of this company is to carry on wholesale and retail trade in all kinds of merchandize, which are sold generally in departmental stores.

Its chief place of business will be in the city of Montreal, with power to establish branches in the different towns of the province.

The amount of its capital stock will be \$100,000.00, divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

The five persons hereinabove named will be the interim directors of the said company.

HENRY HAMILTON,

For the petitioners.

Montreal, 13th March, 1902.

1184

Notice is hereby given that after publication for four consecutive weeks of this notice, in the "Quebec Official Gazette," application will be made to the Lieutenant-Governor for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the "joint stock companies" incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is the "Victoria Yacht Club, Limited."

2. The objects for which incorporation is sought, are :

(a) To provide yacht club premises on Lake Dechesne, at or near the town of Aylmer, in the province of Quebec, and lay out such premises for boating, yachting and other purposes of the company, and to provide pavillions, lavatories, refreshment rooms and other conveniences in connections therewith.

(b) To promote boating and yachting and other aquatic sports and pastimes.

(c) To hold and arrange boating and yachting races and competitions, and offer and grant or contribute towards the provision of prizes, awards and distinctions.

(d) To subscribe to, become a member of, and co-operate with any other association, whether incorporated or not, whose objects are altogether or in part similar to those of this company.

(e) To buy, sell and deal in all kinds of apparatus and all kinds of provisions, liquid and solid, required by persons frequenting the company's premises.

(f) To purchase, take or lease, or otherwise acquire any lands, buildings, easements, property, real and personal, which may be requisite for the purposes of, or capable of being conveniently used in connection with any of the objects of the company.

(g) To raise money by subscriptions, and to grant any rights and privileges to subscribers.

3. The chief place of business of the said company is to be the town of Aylmer, in the province of Québec.

4. The intended capital stock is ten thousand dollars.

50 Le nombre d'actions sera de mille, et le montant de chaque action sera de dix piastres.

60 Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Robert Hughes Conroy, du dit village de Aylmer, propriétaire de moulin ; Alexander Harvey Taylor, estimateur de douanes ; James Evans Grant, marchand de quincaillerie ; William Alfred Grant, marchand de quincaillerie, et Edward Albert Olver, garde-magasin, tous de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

CODE & BURRITT,

Solliciteurs des requérants.

Daté ce 10e jour de mars 1902.

1131.3

5. The number of shares is to be one thousand, and the amount of each share is to be of the value of ten dollars.

6. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : Robert Hughes Conroy, of said village of Aylmer, mill owner ; Alexander Harvey Taylor, customs appraiser ; James Evans Grant, hardware merchant ; William Alfred Grant, hardware merchant, and Edward Albert Olver, warehouseman, all of the city of Ottawa, in the province of Ontario, all of whom are to be the first or provisional directors of the said company.

CODE & BURRITT,

Solicitors for appellants.

Dated this 10th day of March, 1902.

1132

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

In re André Labbé, d'Emberton, P. Q., Failli.

Avis est par le présent donné que, le 22ième jour de mars courant, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du dit failli.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau dans les trente jours de cet avis.

J. P. ROYER,

Curateur.

Bureau de J. P. Royer,

87, rue Wellington.

Sherbrooke, 24 mars 1902.

1289

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Moses Yasinovsky, de Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 24e jour de mars 1902, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit failli.

Les réclamations doivent être déposées sous trente jours.

ARTHUR W. WILKS,

J. WILFRID MICHAUD,

Curateurs conjoints.

205, rue Saint-Jacques.

Montréal, 24 mars 1902

1285

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de L. A. Painchaud, marchand, Montmagny, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 14 avril 1902, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,

Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 26 mars 1902.

1345

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de Ernest Dickner, marchand, de Cacouna, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au quinze avril prochain, après laquelle date les collocations seront payables à mon bureau.

P. LANGLAIS,

Curateur.

Fraserville, P. Q., 27 mars 1902.

1323

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

In re André Labbé, of Emberton, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 22nd day of March instant, by order of the court, I have been appointed curator to the estate of said insolvent.

Creditors are requested to file their claims at my office within thirty days from this notice.

J. P. ROYER,

Curator.

Office of J. P. Royer,

87, Wellington street

Sherbrooke, 24th March, 1902.

1290

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Moses Yasinovsky, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the court, on the 24th day of March, 1902, we were appointed Joint curators to the estate of the said insolvent.

Claims are requested to be filed within thirty days.

ARTHUR W. WILKS,

J. WILFRID MICHAUD,

Joint curators.

205, Saint James Street.

Montreal, 24th March, 1902.

1286

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*

In the matter of L. A. Painchaud, merchant, Montmagny, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 14th April, 1902, after which date the dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,

Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.

Quebec, 26th March, 1902.

1346

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*

In the matter of Ernest Dickner, trader, of Cacouna, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the fifteenth of April next, after which date the dividends will be payable at my office.

P. LANGLAIS,

Curator.

Fraserville, P. Q., 27th March, 1902.

1324

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Edouard Clark, épiciier, Québec,
 Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
 ordre de la cour, en date du 20 mars 1902, j'ai été
 nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
 cette succession sont requises de les produire
 devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 26 mars 1902. 1343

Canada,
 Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

In re Eugène Tessier dit Lavigne, commerçant, de
 la cité de Montréal, faisant affaires en la ville de
 Joliette, sous la raison de "La Manufacture de
 biscuits et sucreries de Joliette, Failli.

Avis est par le présent donné que le 28 février
 1902, le dit Eugène Tessier dit Lavigne a fait un
 abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de
 ses créanciers, au bureau du notaire, à Joliette,
 et qu'il y a déposé son bilan le 20 mars 1902.

RENAUD & GUIBAULT,
 Procureurs du gardien provisoires.
 Joliette, 23 mars 1902. 1319

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 In re McHugh & Hughes, hôteliers, Lachine,
 Québec, Faillis ;

Lamarche & Benoit,
 Subrogés gardiens provisoires.

Avis est donné que le vingt-quatrième jour de
 mars 1902, les dits faillis ont déposé leur bilan au
 greffe de la cour supérieure du district de Montréal.

LAMARCHE & BENOIT,
 Subrogés Gardiens provisoires.
 1709, rue Notre-Dame, Montréal. 1325
 Montréal, 25 mars 1902.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 In re J. Apollinaire Choquette, entrepreneur, de
 ville Saint-Henri de Montréal, Failli ;

Alex. Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et
 dernier bordereau de dividende est préparé et sera
 sujet à contestation jusqu'au quinzième jour d'avril
 prochain, la et après laquelle date les dividendes
 seront payables à mon bureau, sur production des
 pièces justificatives à l'appui des réclamations.

ALEX. DESMARTEAU,
 Curateur.

1598, rue Notre-Dame.
 Montréal, 26 mars 1902. 1327

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de John Young, faisant affaires à
 Montréal, sous les nom et raison de J. & G. H.
 Young & Co., Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes
 a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à
 objection jusqu'au quatorzième jour d'avril 1902,
 après laquelle date les dividendes seront payés au
 bureau de Macintosh & Hyde, 157, rue Saint-
 Jacques, Montréal.

GEORGE HYDE,
 Curateur.

Montréal, 26 mars 1902. 1307

Province of Quebec. }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 In the matter of Edouard Clark, Quebec, grocer,
 Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order
 of the court, dated 20th March, 1902, I have been
 appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are
 requested to file them with me within thirty days
 from this date.

V. E. PARADIS,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 26th March, 1902. 1344

Canada,
 Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *Superior Court.*

In re Eugène Tessier dit Lavigne, trader, of the city
 of Montreal, there carrying on business in the
 town of Joliette, under the name, style and firm
 of "La Manufacture de biscuits et sucreries de
 Joliette, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 28th day of
 February, 1902, the said Eugène Tessier dit Lavi-
 gne made a judicial abandonment of his property,
 for the benefit of his creditors, at the prothono-
 tary's office, at Joliette, and that he filed his state-
 ment thereon the 20th of March, 1902.

RENAUD & GUIBAULT,
 Attorneys for the provisional guardian.
 Joliette, 23rd March, 1902. 1320

Province of Quebec, }
 District of Montréal. } *Superior Court.*
 In re McHugh & Hughes, hotel keepers, Lachine,
 Québec, Insolvent ;

Lamarche & Benoit,
 Subrogate provisional guardians.

Notice is given that on the twenty-fourth day of
 March, 1902, the said insolvents have made a judi-
 cial abandonment of their property, at the prothono-
 tary's office of the superior court for the district
 of Montreal.

LAMARCHE & BENOIT,
 Subrogate provisional guardians.
 1709, Notre-Dame street, Montréal. 1326
 Montréal, 25th March, 1902.

Province of Quebec, }
 District of Montréal. } *Superior Court.*
 In re J. Apollinaire Choquette, contractor, of the
 town of Saint Henri de Montréal, Insolvent ;

Alex. Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final divi-
 dend sheet has been prepared and will be open to
 objection until the fifteenth day of April next,
 after which date the dividends will be payable at
 my office, on producing vouchers in support of the
 claims.

ALEX. DESMARTEAU,
 Curator.

1598, Notre Dame street.
 Montréal, 26th March, 1902. 1328

Province of Quebec, }
 District of Montréal. } *Superior Court*
 In the matter of John Young, trading at Montréal,
 under the style and firm of J. & G. H. Young
 & Co., Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared
 in this matter, open to objection until the four-
 teenth day of April, 1902, after which dividends
 will be paid at the office of Macintosh & Hyde, 157,
 Saint James street, Montréal.

GEORGE HYDE,
 Curator.

Montréal, 26th March, 1902. 1308

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure*
 No 138.

Dans l'affaire de Stanislas Bachand, marchand, de
 la ville de Coaticook, district de Saint François,
 Créancier requérant-cession ;

et
 François Xavier Bachand, marchand, du village de
 Sainte-Prudentienne, dans le district de Bedford,
 Débiteur-insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur
 à fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens
 pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du
 protonotaire de la cour supérieure, à Sweetsburg,
 dans le district de Bedford.

STANISLAS BACHAND,
 Gardien provisoire.

25 mars 1902.

1359

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court*
 No. 138.

In the matter of Stanislas Bachand, trader, of the
 town of Coaticook, district of Saint Francis,
 Creditor ;

and
 François Xavier Bachand, trader, of the village of
 Sainte Prudentienne, in the district of Bedford,
 Insolvent.

Notice is hereby given that the said debtor has
 made, this day, a judicial abandonment of his
 property for the benefit of his creditors at the office
 of the prothonotary of the superior court, at
 Sweetsburg, in the district of Bedford.

STANISLAS BACHAND,
 Provisional guardian.

25th March, 1902.

1360

Ventes de Faillite

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Richelieu. }
 No 4362.

J. Léon Lafamme, Demandeur ;
 vs.
 François X. Descheneaux, Défendeur ;
 et
 A. A. Mondou, Curateur ;
 et
 Théophile Paulhus, Requérant.

Avis public est par le présent donné que, JEUDI,
 le PREMIER jour de MAI prochain, à DEUX
 heures de l'après-midi, à la porte de l'église paroissiale
 de la paroisse Notre-Dame de Pierreville,
 je, soussigné, curateur aux biens du dit défendeur
 failli, dûment autorisé à cette fin en vertu d'une
 ordonnance de la cour supérieure de ce district,
 rendue à Sorel, le dix-sept mars courant (1902),
 vendrai à l'enchère publique au plus offrant et der-
 nier enchérisseur, l'immeuble suivant appartenant
 au dit failli, savoir :

Une portion de terre connue et décrite aux plan
 et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-
 Thomas de Pierreville, sous les numéros mille
 soixante-quinze et mille soixante-seize (1075 et
 1076)—circonstances et dépendances ; sujette au
 paiement, le vingt-neuf septembre chaque année,
 d'une somme de douze piastres courant, à Pierre-
 Louis Descheneaux, cultivateur, de Notre-Dame de
 Pierreville, comme rente foncière.

A. A. MONDOU, N. P.,
 Curateur.

Bureau du Curateur.
 Pierreville, 20 mars 1902. 1269.

Province de Québec, }
 District de Rimouski } *Cour Supérieure.*
 In re Bellavance & Frère, Saint-Fabien,

Insolvables.

Le soussigné vendra à son bureau : 44, rue
 Dalhousie, Québec, MERCREDI, le SEIZIEME
 jour d'AVRIL 1902, à ONZE heures A. M. les
 immeubles suivants :

Un immeuble étant un terrain faisant partie du
 No 173, du cadastre de Saint-Fabien,—avec bâtisses.
 Une maison construite sur un terrain apparte-
 nant à Michaud & Frère, faisant partie du No 182,
 du cadastre de Saint-Fabien.

D'une vente à réméré par Philippe Couillard, aux
 dits insolubles d'une terre portant No 657, du
 cadastre de Saint-Fabien,—avec bâtisses.

V. E. PARADIS,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 26 mars 1902. 1347

Insolvent's Sales

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Richelieu. }
 No. 4362.

J. Léon Lafamme, Plaintiff ;
 vs.
 François X. Descheneaux, Defendant ;
 and
 A. A. Mondou, Curator ;
 and
 Théophile Paulhus, Petitioner.

Public notice is hereby given that, on THURS-
 DAY, the FIRST day of MAY next, at TWO
 o'clock in the afternoon, at the door of the parish
 church of Notre-Dame de Pierreville, I, the under-
 signed, curator to the estate of the said defendant
 insolvent, duly authorized thereunto by an order
 of the superior court of this district, rendered at
 Sorel, on the seventeenth of March instant (1902),
 will sell by public auction to the last and highest
 bidder, the following immovable belonging to the
 estate of the said insolvent, to wit :

A piece of land known and described on the
 official plan and book of reference for the parish of
 Saint Thomas de Pierreville, as numbers one
 thousand and seventy-five and one thousand and
 seventy-six (1075 and 1076)—circumstances and
 dependencies ; subject to the payment, on the
 twenty-ninth of September of every year, of a sum
 of twelve dollars currency, to Pierre Louis Desche-
 neaux, farmer, of Notre Dame de Pierreville, as a
 ground rent.

A. A. MONDOU, N. P.,
 Curator.

Curator's Office.
 Pierreville, 20th March, 1902. 1270

Province of Quebec, }
 District of Rimouski } *Superior Court.*
 In re Bellavance & Frère, Saint Fabien,

Insolvents.

The undersigned will sell at his office : 44, Dal-
 housie, street, Quebec, WEDNESDAY, the SIX-
 TEENTH day of APRIL 1902, at ELEVEN o'clock
 A. M., the immovable properties as follows :

A piece of land being part number 173, of the
 cadastral plan of Saint-Fabien,—with buildings.
 A house erected on a piece of land forming part
 of number 182, of the cadastral plan of Saint-Fabien,
 belonging to Michaud & Frère.

On a sale with right of redemption to Philippe
 Couillard of a lot of land being number 657, of the
 cadastral plan of Saint-Fabien,—with buildings.

V. E. PARADIS,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Out. Nav. Co. Building.
 Québec, 26th March. 1902. 1348

VENTE D'IMMEUBLE PAR ENCAN

Dans l'affaire de John Hood, de la ville de Westmount, Failli.
Le soussigné vendra par encan, dans les salles No 1821, rue Notre-Dame, MARDI, le QUINZIEME jour d'AVRIL 1902, l'immeuble suivant :

Un lot de terre situé au coin N. E. des avenues Montrose et Aberdeen, dans la ville de Westmount, faisant front sur l'avenue Aberdeen, et mesurant 78 pieds de largeur au front et en arrière sur 101 pieds de profondeur. Environ 7,878 pieds carrés.

Vente à 10 heures A. M. Détails au bureau du curateur.

A. W. STEVENSON,
Curateur.

M. HICKS & CO.,
Commissaires priseurs.

Bank of Toronto Chambers.
Montréal, 27 mars 1902.

1335.

SALE OF REAL ESTATE BY AUCTION

In the matter of John Hood, of the town of Westmount, Insolvent.
The undersigned will sell by auction at rooms No. 1821, Notre Dame street, on TUESDAY, FIFTEENTH day of APRIL, 1902, the real estate as follows :

A lot of land situate on the N. E. corner Montrose and Aberdeen avenues, in the town and measuring 78 feet in width in front of Westmount, fronting on Aberdeen avenue, and in rear by 101 feet in depth. About 7,878 square feet.

Sale at 10 o'clock A. M. Particulars at office of curator.

A. W. STEVENSON,
Curator.

M. HICKS & CO.,
Auctioneers.

Bank of Toronto Chambers.
Montreal, 27th March, 1902.

1336.

Licitation

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Québec. }
No 695.

Rousseau, Demandeur ;

vs.

Rousseau et al., Défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 17 mars 1902, dans lequel Elzéar Rousseau, ancien notaire, maintenant rentier, de la paroisse de Saint-Malo, près de Québec, est Demandeur ; et David Rousseau, de la paroisse de Saint-Jean, Ile d'Orléans ; Léon Rousseau, de la cité de Québec ; François Eugène Blondeau, notaire, de la paroisse de Limoilou, en sa qualité de tuteur dument nommé en justice à Mary Rousseau, de Québec, fille mineure issue du mariage de feu Léon Rousseau et de feu Dame Marie Letarte, le dit David Rousseau en sa qualité de tuteur dument nommé en justice à Héloïse Rousseau, de la paroisse de Saint-Jean Ile d'Orléans, fille mineure issue de son mariage avec Dame Philomène Crépeault, du même lieu ; et Edouard Rousseau, de la cité de Québec, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Le lot ou lopin de terre sis et situé dans la paroisse de Saint-Malo, connu et désigné d'après le plan officiel et le livre de renvoi du cadastre pour la paroisse de Saint-Malo, comme portant les Nos 2410 et 2411, du cadastre de la dite paroisse—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ;

2° Le lot ou lopin de terre sis et situé dans la paroisse de Saint-Malo, connu et désigné d'après le plan officiel et le livre de renvoi du cadastre pour la paroisse de Saint-Malo, comme portant les Nos 2436 et 2437, du cadastre de la dite paroisse—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis aux enchères publiques et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le PREMIER jour de MAI prochain 1902, à DIX heures de l'avant midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Québec ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au

Licitation

Canada, }
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Quebec. }
No. 695.

Rousseau, Plaintiff ;

vs.

Rousseau et al., Defendants.

NOTICE OF LICITATION.

Notice is given that by a judgment of the superior court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, on the 17th March, 1902, by which Elzéar Rousseau, heretofore notary, now rentier, of the parish of Saint Malo, near Quebec, is Plaintiff ; and David Rousseau, of the parish of Saint Jean, Ile d'Orléans ; Léon Rousseau, of the city of Quebec ; François Eugène Blondeau, notary, of the parish of Limoilou, in his quality of tutor duly appointed by law to Mary Rousseau, of Quebec, minor daughter issue of the marriage of late Léon Rousseau and of the late Dame Marie Letarte, the said David Rousseau in his quality of tutor duly appointed by law to Héloïse Rousseau, of the parish of Saint Jean, Ile d'Orléans, minor daughter issue of his marriage with Dame Philomène Crépeault, of the same place ; and Edouard Rousseau, of the city of Quebec, are Defendants, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit :

1. The lot or parcel of land situate and being in the parish of Saint Malo, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the parish of Saint Malo, as bearing number 2410 and 2411, of the cadastre of the said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lot or parcel of land situate and being in the parish of Saint Malo, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the parish of Saint Malo, as bearing numbers 2436 and 2437, of the cadastre of the said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The immovables above described, will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FIRST day of MAY next, 1902, at the hour of TEN of the clock in the forenoon, sitting the said court, in the court room of the court house of Quebec ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, cahier des charges, deposited in the office of the protonotary of said court ; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be

greffe du protonotaire de la dite cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la dite vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver doit être déposée dans les 6 jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais fixés et prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

(Signé) **LANE & GALIPEAULT,**
Procureurs du demandeur.

Vraie copie,
LANE & GALIPEAULT,
Procureurs du demandeur.
Québec, 22 mars 1902. 1291
[Première publication, 29 mars 1902.]

Ventes par le Shérif—Bedford.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **ABRAM DODGE,** du
District de Bedford, } canton de Sutton,
No 6893. } dans le dit district, cul-
tivateur, dame Marie S. Dodge, du même
lieu, épouse de Eugène Larocque, aussi du
dit canton de Sutton, cultivateur, le dit Eu-
gène Larocque tant en son nom et droit que
dans le but d'autoriser sa dite épouse à ester
en justice, Demandeurs ; contre les terres et
tenements de **ABRAHAM LEBLANC** alias
WHITE, du canton de Sutton, dans le dit
district, cultivateur, Défendeur.

Ce morceau de terre connu comme lot numéro cent cinquante et un (151), des plans et livre de renvoi officiel du canton de Sutton, dans le district de Bedford ; borné vers le nord par le numéro du cadastre 150, vers l'est par le numéro du cadastre 145, vers le sud par la ligne de division entre les premier et deuxième rangs, et vers l'ouest, par les numéros du cadastre 152 et 153, contenant une superficie de cinquante acres et quarante-cinq centièmes, plus ou moins 50-45, formant ci-devant le quart sud-est du lot numéro quinze, dans le deuxième rang des lots, arpentage primitif, du dit canton de Sutton, avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendu, à la porte de l'église, de la paroisse de Saint-André de Sutton, dans le canton de Sutton et district de Bedford, le **DOUZIÈME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON.

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 4 mars, 1902. 1071.2
[Première publication, 8 mars, 1902]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and oppositions for payment must be filed within six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

(Signed), **LANE & GALIPEAULT,**
Attorneys for plaintiff.

True copy,
LANE & GALIPEAULT,
Attorneys for plaintiff.
Québec, 22nd March, 1902. 1292
[First published, 29th March, 1902.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } **ABRAM DODGE,** of
District of Bedford, } the township of
No. 6893. } Sutton, in said district,
farmer, Dame Maria S. Dodge of the same
place, wife of Eugène Larocque, also of the
said township of Sutton, farmer, the said
Eugène Larocque as well in his own name and
right as for the purpose of authorizing his
said wife "à ester en justice," Plaintiffs ;
against the lands and tenements of **ABRA-
HAM LEBLANC** alias **WHITE**, of the
township of Sutton, in said district, farmer,
Defendant.

That certain piece of land known as lot number one hundred and fifty one (151), in the official plan and book of reference of the township of Sutton, in the district of Bedford ; bounded towards the north by cadastral number 150, towards the east by cadastral number 145, towards the south by the line of division between the first and second ranges, and towards the west by cadastral numbers 152 and 153, containing in superficies fifty and forty-five hundredths acres, more or less 50-45, heretofore forming the south-east quarter of lot number fifteen, in the second range of lots of the primitive survey of the said township of Sutton—with all improvements thereon.

To be sold at the parish church door of Saint André de Sutton, in the township of Sutton and district of Bedford, on the **TWELFTH** day of **APRIL** next, at the hour of **TEN** of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON.

Sheriff's office, Shérif.
Sweetsburg, 4th March, 1902. 1072
First published, 8th March, 1902

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit du District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **ULRIC DÉGAGNÉ**, cul-
No 5734. } tivateur, de la paroisse
de Chicoutimi, Demandeur ; contre **JOSEPH ROS-**
SIGNOL, de Chicoutimi, Défendeur.

Un terrain situé dans le quartier est de la ville de Chicoutimi, de figure irrégulière et de superficie inconnue, compris dans la partie sud de la partie du lot numéro cent vingt-deux, situés au nord de la rue Jacques-Cartier, d'après le cadastre officiel pour le quartier est de la ville de Chicoutimi, lequel mesure de l'est à l'ouest cent treize pieds, sur la rue Jacques-Cartier, et cent vingt-cinq pieds du côté nord du dit terrain, environ cinquante-cinq pieds du côté ouest, et vingt-cinq pieds du côté est du terrain, le tout plus ou moins, à la mesure anglaise ; et est borné au sud par la rue Jacques-Cartier, à l'ouest par le terrain de Joseph Tremblay, au nord par le terrain de Jean-Baptiste Fortin, et à l'est par le terrain de Féréol Dubé—sans bâtisse.

Pour être vendu dans mon bureau, au palais de justice, à Chicoutimi, le **TRENTIEME** jour du mois d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif. **O. BOSSE**, Shérif.
Chicoutimi, 22 mars 1902. 1279
[Première publication, 29 mars 1902.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que **LES TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure de Joliette

Joliette, à savoir : } **DAME MARIE GADOURY**
No 3300. } **ET VIR**, Demandeurs ;
contre **J. E. RIVET**, curateur au délaissement des
biens de Octovin Guilbault, Défendeur.

1° Un terrain (emplacement) situé au village de Sainte-Elizabeth, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-neuf (289), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Elizabeth.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Elizabeth, le **ONZIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. **A. M. RIVARD**, Shérif.
Joliette, 4 mars 1902. 1067.2
[Première publication, 8 mars 1902.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que **LES TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **JOSEPH LEON OCTAVE**
District de Québec. } **VIDAL**, de la cité de
No 411. } Québec, et **PIERRE**
RAYMOND MARTINEAU, de la ville de
Montmagny, tous deux avocats et exerçant
ensemble la profession d'avocat, en société,
à Québec et à Montmagny, sous la raison

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of the district of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **ULRIC DÉGAGNÉ**, far-
No. 5734. } mer, of the parish of
Chicoutimi, Plaintiff ; against **JOSEPH ROSSI-**
GNOL, of Chicoutimi, Defendant.

A lot situate in the east ward of the town of Chicoutimi, of irregular out line, and of area unknown, comprised in the south part of the part of lot number one hundred and twenty-two, situate to the north of Jacques-Cartier street, according to the official cadastre for east ward of the town of Chicoutimi, which measures from east to west one hundred and thirteen feet, on Jacques-Cartier street, and one hundred and twenty-five feet on the north side of the said lot, about fifty-five feet on the west side, and twenty-five feet on the east side of the lot, the whole more or less, english measure ; and is bounded on the south by Jacques-Cartier street, on the west by the lot of Joseph Tremblay, on the north by the lot of Jean-Baptiste Fortin, and on the east by the lot of Féréol Dubé—without building.

To be sold at my office, in the Court House, at Chicoutimi, on the **THIRTIETH** day of the month of **APRIL** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

Sheriff Office, **O. BOSSE**, Sheriff.
Chicoutimi, 22nd March, 1902. 1280
[First published, 29th March, 1902.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court of Joliette.

Joliette, to wit : } **DAME MARIE GADOURY**,
No. 3300. } **ET VIR**, Plaintiffs ; against
J. E. RIVET, curator to the abandonment of prop-
erty of Octovin Guilbault, Defendant.

1. A lot of land or emplacement situate in the village of Sainte Elizabeth, known and designated under the number two hundred and eighty-nine (289), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Elizabeth.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Elizabeth, on the **ELEVENTH** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **A. M. RIVARD**, Sheriff.
Joliette, 4th March 1902. 1068
[First published, 8th March, 1092.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } **JOSEPH LEON OCTAVE**
District of Québec. } **VIDAL**, of the city of
No. 411. } Québec, and **PIERRE**
RAYMOND MARTINEAU, of the town of
Montmagny, both advocates and practising
their profession as such advocates to-
gether, at Québec and Montmagny, under

sociale de "Vidal & Martineau"; contre DAMASE QUERET dit LATULIPPE, de la paroisse de Saint-Raphaël, et DAME PHILOMENE SAVOIE, son épouse, et le dit Damase Quéret dit Latulippe, aux fins d'autoriser et assister la dite Philomène Savoie, son épouse, à cester en justice, savoir :

Un emplacement situé au premier rang de la paroisse de Saint-Raphaël, ayant un quart d'arpent, plus ou moins, de front, sur un arpent de profondeur; borné au nord et au nord-est à Adrien Fradette, au sud au chemin de front, et au sud-ouest à Antoine Dallaire, tel que le dit emplacement se trouve actuellement—avec une maison et un grange dessus construites, le dit emplacement faisant partie de celui connu et désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489), du cadastre officiel de Saint-Raphaël.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Raphaël, JEUDI, le PREMIER jour de MAI prochain, à DIX heures avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE.

Bureau du shérif. Shérif.
Montmagny, 29 mars 1902. 1317.
[Première publication, 29 mars 1902.]

the firm of "Vidal & Martineau"; against DAMASE QUERET dit LATULIPPE, of the parish of Saint Raphaël, and DAME PHILOMENE SAVOIE, his wife, and the said Damase Quéret dit Latulippe, for the purpose of authorizing the said Philomène Savoie, his wife, to appear in judicial proceedings.

A lot situate in the first range of the parish of Saint-Raphaël, having one quarter of an arpent in front, more or less, by one arpent in depth; bounded on the north and on the north east by Adrien Fradette, on the south, by the front road, on the south west by Antoine Dallaire, such as the said lot is actually—with a house and a barn thereon erected, said lot forming part of the one known and designated as number four hundred and eighty-nine (489), of the official cadastre of Saint-Raphaël.

To be sold at the church door of Saint Raphaël, on THURSDAY, the FIRST day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE.

Sheriff's Office. Sheriff.
Montmagny, 29th March, 1902. 1318.
[First published, 29th March, 1902.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux escriptifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH LENOIR, de la No 3099. } cité de Saint-Henri, district de Montréal, médecin. Demandeur; contre les terres et tenements de DAME VIRGINIE ROY, du même lieu, veuve de feu Noé Séguin, de son vivant menuisier, de la paroisse de Sainte-Magdeleine de Rigaud, district de Montréal, Défenderesse.

Un emplacement sis et situé en le village de Rigaud; borné en front par le chemin public, connu et désigné sous le numéro soixante et douze (72), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité du village de Rigaud—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Rigaud, le PREMIER jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE.

Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 25 mars 1902. 1305
[Première publication, 29 mars 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } FRANCOIS-XAVIER ST. No 6134. } CHARLES, marchand, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires comme tel sous le nom de F.-X. St. Charles et Cie, Demandeurs; contre les terres et tenements de DAME WILHELMINE BOSCHEN, de la ville de Westmount, district de Montréal, épouse séparée quant aux biens de F. N. Boschen, du même lieu, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Défenderesse.

Saisi comme appartenant et en la possession de la dite défenderesse Wilhelmine Boschen, l'immeuble suivant, savoir :

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH LENOIR, of the No. 3099. } city of Saint Henry, district of Montreal, physician, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME VIRGINIE ROY, of the same place, widow of the late Noé Seguin, in his lifetime joiner, of the parish of Sainte-Magdeleine de Rigaud, district of Montreal, Defendant. ;

A lot situate and being in the village of Rigaud bounded in front by the public road, known and described as number seventy-two (72), of the official plan and book of reference of the municipality of the village of Rigaud—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Rigaud, on the FIRST day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE.

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 25th March, 1902. 1306
[First published, 29th March, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } FRANCOIS-XAVIER ST. No 6134. } CHARLES, merchant, of the city and district of Montreal, and doing business there as such under the firm of F.-X. St. Charles & Co., Plaintiffs; against the lands and tenements of DAME WILHELMINE BOSCHEN, of the town of Westmount, district of Montreal, wife separated as to property of F. N. Boschen, of the same place, and the latter in so far as need be to authorize his wife for the purpose hereof, Defendant.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant, Wilhelmine Boschen, the following immovable, to wit :

Un lot de terre—avec bâtisses y érigées, situé dans la ville de Westmount, comté d'Hochelaga, district de Montréal; borné en front par l'avenue Elm, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro quarante-sept, de la subdivision du lot numéro un, de la subdivision du lot numéro primitif trois cent soixante et quatorze.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le PREMIER jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 25 mars 1902. 1301
[Première publication 29 mars, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **SUN INSURANCE**
No 3014. } **OFFICE OF ENGLAND,**
corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires à Londres, dans cette partie du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, appelée Angleterre, et ayant une succursale et place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tènements de JAMES P. BAMFORD, de la ville de Montréal Ouest, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement sis et situé en la ville de Montréal Ouest; borné en front par l'avenue Herald, connu et désigné sous le numéro quarante-six, de la subdivision du lot numéro cent quarante (46-140), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant le dit emplacement, cinquante pieds de largeur en front par quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins et mesure anglaise—avec tous les droits appartenant à la propriété et la maison érigée sur la dite propriété.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 25 mars 1902. 1303
[Première publication, 29 mars 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **UBALDE GARAND et**
No 12566. } **TANCREDE D. TER-**
ROUX, tous deux banquiers, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires comme tels en société sous le nom de Garand, Terroux & Cie, demandeurs; contre les terres et tènements de DEMOISELLE GERTRUDE LEPROHON, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, en sa qualité de seule héritière et légataire universelle de feu Jean Lukin Leprohon, son père, en son vivant médecin, de la cité de Montréal, Défenderesse.

Un lot de terre sis et situé sur le niveau de la rue Lagachetière, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro mil soixante et dix-huit (1078), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de la dite cité de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le PREMIER jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du shérif. Député shérif.
Montréal, 25 mars 1902. 1337
[Première publication, 29 mars 1902.]

A lot of land—with buildings thereon erected, situate in the town of Westmount, county of Hochelaga, district of Montreal; bounded in front by Elm avenue, known and described on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal as number forty-seven, of the subdivision of lot number one, of the subdivision of the primitive lot number three hundred and seventy-four.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 25th March, 1902. 1302
[First published, 29 March, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **SUN INSURANCE OFFICE**
No. 3014. } **OF ENGLAND,** a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and chief place of business in London, in that part of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, called England, and having an office and place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of JAMES P. BAMFORD, of the town of Montreal West, in the district of Montreal, Defendant.

A lot situate and being in the town of Montreal West; bounded in front by Herald avenue, known and described as number forty-six, of the subdivision of lot number one hundred and forty (46-140), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, said lot containing fifty feet in width in front by eighty feet in depth, more or less, english measure—with all the rights belonging to the property and a house erected on the said property.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 25th March, 1902. 1304
[First published, 29th March, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **UBALDE GARAND AND**
No. 12566. } **TANCREDE D. TER-**
ROUX, both bankers, of the city and district of Montreal, doing business there as such in partnership under the name and firm of Garand, Terroux & Co., Plaintiffs; against the lands and tenements of MISS GERTRUDE LEPROHON, spinster, in the enjoyment of her rights, of the city and district of Montreal, in her quality of sole heir and universal legatee of the late Jean Lukin Leprohon, her father, in his lifetime physician, of the said city of Montreal, Defendant.

A lot of land situate on the alignment of Lagachetière street, in the city of Montreal, known and described as number one thousand and seventy-eight (1078), of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, of the said city of Montreal.—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office. Deputy Sheriff.
Montreal, 25th March, 1902. 1338.
[First published, 29th March, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **M**AGLOIRE DUFRESNE,
No 2381. } bourgeois, du village de
Dorval, district de Montréal, Deman-
deur; contre les terres et tènements de
ARSENE CHARLEBOIS, du village de
la Pointe Claire, dit district, Défendeur.

Une terre sise et située dans le village
de la Pointe Claire, dans le district de
Montréal, connue et désignée sous le numé-
ro quarante, sur le plan et au livre de ren-
voi officiels de la paroisse de la Pointe
Claire,—avec les bâtisses dessus construi-
tes; bornée en front par le lac Saint-Louis,
moins la partie vendue à la compagnie du
chemin de fer du Grand-Tronc du Canada,
et aussi la partie vendue à la compagnie du
chemin de fer Ontario & Québec, mainte-
nant la compagnie du chemin de fer du
Pacifique Canadien, pour leur ligne de che-
min de fer respective, qui traversent la dite
terre, et moins aussi la partie vendue à
Henry J. Tellier, au front de la dite terre,
telle que décrite sur le contrat de vente
passé devant M^{re} John Fair, notaire pub-
lic, en date du dix-sept avril mil neuf
cent un, sous le numéro de son réperto-
ire neuf mille huit cent dix-neuf, et dû-
ment enregistré au bureau d'enregistrement
du comté de Jacques-Cartier.

Pour être vendue à mon bureau en la cité
de Montréal, le DEUXIEME jour de MAI
prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 26 mars 1902. 1341.
[Première publication, 29 mars 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **D**EMOISELLE LISINKA
No 1442. } **DESMAIRAIS**, fille
majeure et usant de ses droits, de la ville de Saint-
Jean, district d'Iberville, Demanderesse; contre les
terres et tènements de **DEMOISELLES EUGENIE**
et **SOPHIE KAUNTZ**, toutes deux filles majeures
et usant de leurs droits, du même lieu, Défende-
resses conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant aux dites défenderesses
l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement sis et situé dans le quartier
Saint-Laurent, en la cité de Montréal, connu et
désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit
quartier Saint-Laurent, sous le numéro trois cent
soixante et sept (367), de la contenance de quarante-
deux pieds et six pouces de front sur soixante et six
pieds de profondeur, mesure anglaise, le tout plus
ou moins; borné en front par la rue Saint-Urbain—
avec une maison en briques à deux étages et man-
sardes, divisée en deux logements, portant les numéros
civiques 133 et 135, de la rue Saint-Urbain, et autres
bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances,
et avec le droit de passage par le porche qui se
trouve sur le numéro trois cent soixante et huit
(368), des dits plan et livre de renvoi officiels pour
communiquer à la cour dépendant du dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de
Montréal, le DEUXIEME jour de MAI prochain, à
DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 26 mars 1902. 1339
[Première publication, 29 mars 1902.]

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J**OHN HYDE, curateur,
No 177. } dûment autorisé à l'effet
des présentes en vertu de l'article 879 du code de
procédure civile de la province de Québec, comme

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **M**AGLOIRE DUFRESNE,
No. 2381. } gentleman, of the village
of Dorval, district of Montreal, Plaintiff;
against the lands and tenements of
ARSENE CHARLEBOIS, of the village
of Pointe Claire, said district, Defendant.

A land situate and being in the village
of Pointe Claire, in the district of Mon-
treal, known and described as number forty,
on the official plan and in the book of re-
ference of the parish of Pointe Claire—
with the buildings thereon erected; bound-
ed in front by the lake Saint Louis, less the
part sold to the Grand Trunk Railway
Company of Canada, and also the part
sold to the Ontario and Quebec Railway
Company, now the Canadian Pacific Rail-
way Company, for their respective railway
lines, which cross the said land, and less
also the part sold to Henry J. Tellier, in
front of the said land, such as shewn in the
deed of sale passed before M^{re} John Fair,
notary public, dated the seventeenth of
April one thousand nine hundred and
one, under the number nine thousand eight
hundred and nineteen of his minutes, and
duly registered in the registry office of the
county of Jacques-Cartier.

To be sold at my office, in the city of
Montreal, on the SECOND day of MAY
next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 26th March, 1902. 1342.
[First published, 29th March, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **M**ISS LISINKA DESMA-
No. 1442. } **RAIS**, spinster, in the
enjoyment of her rights, of the town of Saint John,
district of Iberville, Plaintiff; against the lands and
tenements of the **MISSSES EUGENIE** and **SOPHIE**
KAUNTZ, both spinsters, in the enjoyment of their
rights, of the same place, Defendants jointly and
severally.

Seized as belonging to the said defendants the
following immovable, to wit:

A lot situate and being in Saint Lawrence ward,
in the city of Montreal, known and described on
the official plan and in the book of reference of the
said Saint Lawrence ward, as number three hundred
and sixty-seven (367), containing forty-two feet six
inches in front by sixty-six feet in depth, english
measure, the whole more or less; bounded in front
by Saint Urbain street—with a two story brick house
and mansard roof, divided into two dwellings,
bearing the civic numbers 133 and 135, of Saint
Urbain street, and other buildings thereon erected,
circumstances and dependencies, and with the right
of passage of the porch which is on number three
hundred and sixty-eight (368), of the said official
plan and book of reference to communicate with the
yard attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the SECOND day of MAY next, at TEN o'clock
in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 26th March, 1902. 1340
[First published, 29th March, 1902.]

CURATORS WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J**OHN HYDE, curator,
No 177. } thereto duly authorized
under article 879, of the code of civil procedure of
the province of Quebec, as curator to the property

curateur aux biens de ARTHUR S. MASTERMAN et WILLIAM H. MASTERMAN, tous deux des cité et district de Montréal, bouchers et marchands de provisions, y faisant affaires sous les nom et raison des A. S. et W. H. Masterman, faillia, et Le Crédit Foncier Franco Canadien, Requérant.

1° Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, sous les numéros treize cent deux et treize cent trois (1302, 1303).

2° Cette immeuble composé (A) du lot de terre connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro treize cent six (1306), et (B) d'une lisière de terre de figure irrégulière, située sur la rue Notre-Dame, dans le dit quartier Sainte-Anne, se trouvant immédiatement entre le pignon sud-ouest de la maison en brique érigée sur le dit lot officiel numéro treize cent six (1306), et le pignon nord-est de la maison en bois à deux étages, appartenant aux héritiers Gareau ou représentants, la dite lisière de terre faisant partie du lot de terre connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, sous le numéro treize cent cinq (1305), et mesurant, la dite lisière, un pied plus, ou moins, de front, et de là allant à un point à une profondeur de trente-quatre pieds, tel que le tout apparaît actuellement enclos sur le front de la dite rue Notre-Dame.

3° Cette partie du lot de terre connue et désignée aux dits plan et livre de renvois officiels sous le numéro treize cent sept (1307); bornée en front par la rue Notre-Dame, en arrière par le dit numéro treize cent deux (1302), et par le résidu du dit lot officiel numéro treize cent sept (1307), d'un côté par les dits lots officiels treize cent six, treize cent cinq, treize cent trois et treize cent deux (1306, 1305, 1303 et 1302), et d'autre côté par le lot officiel numéro treize cent huit (1308), des dits plan et livre de renvoi officiels—le tout avec les bâtisses dessus construites, formant une seule et même exploitation savoir: un abattoir, une salaison et les accessoires ayant front et entrée sur la rue Notre-Dame, dans la cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif, Montréal, 5 mars 1902. Shérif, 1063-2

[Première publication, 8 mars 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) D ELLE LUCY H. TREN-
No 706.) HOLME, de la ville de

Westmount, dans le district de Montréal, mais maintenant temporairement résidente dans la cité de Cincinnati, dans l'Etat de Ohio, un des états unis d'Amérique, fille majeure, Demanderesse; contre les terres et tenements de LOUIS PROVOST, des cité et district de Montréal, et DAME MALVINA MONGEAU, du même lieu, épouse séparée de biens de Camille Provost, ci-devant entrepreneur, de la dite cité de Montréal, et le dit Camille Provost dans le but d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, tel que requis par la loi, Défendeurs conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, Malvina Mongeau, l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Montréal—avec bâtisses y-érigées, contenant environ dix-sept pieds de front par environ quatre-vingt-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, étant partie des lots de terre connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, comté Hochelaga, district de Montréal, sous les numéros douze cent vingt-quatre,

of ARTHUR S. MASTERMAN AND WILLIAM H. MASTERMAN, both of the city and district of Montreal, butchers and provision merchants, and there carrying on business under the style and firm of A. S. and W. H. Masterman, insolvents, and "Le Credit Foncier Franco Canadien," Petitioner.

1. The lots of land known and designated on the official plan and book of reference of Sainte Anne's ward, of the city of Montreal, under the numbers thirteen hundred and two, and thirteen hundred and three, (Nos 1302, 1303).

2. The immoveable consisting (A) of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference under the number thirteen hundred and six (1306), and (B) of a strip of land of irregular shape, situate at Notre Dame street, in the said Saint Anne's ward, lying immediately between the south west gable of the brick house erected on the said lot official number thirteen hundred and six (1306), and the north east gable of the two story wooden building, belonging to the heirs Gareau or representatives, the said strip of land forming part of the lot of land known and designated on the said official plan and book of reference of Sainte Anne's ward, under the number thirteen hundred and five (1305), and the said strip measuring one foot, more or less, in front, and thence going to a point at a depth of thirty-four feet, as the whole now appears enclosed on the front of the said Notre Dame street.

3. That part of the lot of land known and designated on the said official plan and book of reference under the number thirteen hundred and seven (1307); bounded in front by Notre Dame street, in rear by the said number thirteen hundred and two (1302), and by the remainder of the said official lot number thirteen hundred and seven (1307), on one side by the said official lots thirteen hundred and six, thirteen hundred and five, thirteen hundred and three and thirteen hundred and two. (1306, 1305, 1303 and 1302), and on the other side by the official lot number thirteen hundred and eight (1308) of the said official plan and book of reference—the whole with the building thereon erected, forming one and the same establishment, to wit: an abattoir, a salting house and accessories fronting and having an entrance on Notre Dame street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 5th March, 1902. Sheriff, 1064

[First published, 8th March, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) MISS LUCY H. TREN-
No 706.) M HOLME, of the town of

Westmount, in the district of Montreal, but at present temporarily residing in the city of Cincinnati, in the State of Ohio, one of the united states of America, spinster, Plaintiff; against the lands and tenements of LOUIS PROVOST, of the city and district of Montreal, and DAME MALVINA MONGEAU, of the same place, wife separate as to property of Camille Provost, formerly contractor, of the said city of Montreal, and the said Camille Provost for the purpose of authorizing his said wife to the present suit, as required by law, Defendants jointly and severally.

Seized as belonging to the said defendant Malvina Mongeau, the following immoveable, to wit:

A lot of land situated in Saint Jean Baptiste ward, of the city of Montreal—with buildings thereon erected, containing about seventeen feet in front by about ninety-eight feet in dept, english measure, more or less, being part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporate village of Saint Jean Baptiste, in the county of Hochelaga, district of Montreal, under the numbers twelve hundred and

douze cent vingt-cinq, douze cent vingt-six, douze cent vingt-sept et douze cent vingt-huit, de la subdivision du lot numéro primitif quinze; le dit terrain borné comme suit: en front par la rue Rachel, en arrière par le lot numéro douze cent vingt-trois, de la subdivision du lot numéro primitif quinze, des susdits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté par une ruelle, et de l'autre côté par le résidu des dits lots numéros douze cent vingt-quatre, douze cent vingt-cinq, douze cent vingt-six, douze cent vingt-sept et douze cent vingt-huit, de la subdivision du lot numéro primitif quinze.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 5 mars 1902. [Première publication, 8 mars 1902.]

Shérif. 1059.2

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **D**ANS une cause où La Communauté des Religieuses de l'Hotel-Dieu de Québec, établie et faisant affaire en la cité de Québec, était demanderesse; Georges-Guillaume Jolicœur, de la cité de Québec, écuyer médecin, était défendeur et Pierre Giguère et Joseph Huard, de la cité de Québec, étaient mis en cause, la dite Demanderesse LA COMMUNAUTE DES RELIGIEUSES DE L'HOTEL-DIEU DE QUEBEC; contre le dit Défendeur, GEORGE-GUILLAUME JOLICEUR, de la cité de Québec, écuyer médecin, à savoir:

Le lot No 1239 (mille deux cent trente-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Sainte-Thérèse—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$6.00, payable le 29 juin au Révérends. Dames de l'Hotel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 27 mars 1902. [Première publication, 29 mars 1902.]

Shérif. 1349

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **V**U que dans une cause où No 521. } **J**OSEPH ZEPHIRIN LEBEL dit BEAULIEU, de la paroisse de Saint-Tite des Caps, boucher et cultivateur, maintenant de Québec, était Demandeur; et DAME ELMIRE PLAMONDON et JEAN BAPTISTE PLANTE, tous deux du village Stadacona, étaient Défendeurs; et Jacques Malouin et al., étaient procureurs distrayants du dit demandeur, les procureurs distrayants, et le dit demandeur, Joseph Zéphirin LeBel dit Beaulieu; contre les dits défendeurs Dame Elmire Plamondon et Jean-Baptiste Plante, conjointement et solidairement, à savoir:

Saisi comme appartenant à Jean-Baptiste Plante, l'un des dits défendeurs.

Partie du lot No 5 (cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch Nord (Stadacona), mesurant 39 pieds de front sur 78 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné au sud par la rue, au nord-est par Pierre L'Hérault,

twenty-four, twelve hundred and twenty-five, twelve hundred and twenty-six, twelve hundred and twenty-seven and twelve hundred and twenty-eight, of the subdivision of the original lot number fifteen; the said land bounded as follows: in front by Rachel street, in rear by lot number twelve hundred and twenty-three, of the subdivision of the original lot number fifteen, of the aforesaid official plan and book of reference, on one side by a lane, and on the other side by the remainder of the said lots numbers twelve hundred and twenty-four, twelve hundred and twenty-five, twelve hundred and twenty-six, twelve hundred and twenty-seven and twelve hundred and twenty-eight, of the subdivision of the original lot number fifteen.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Montreal, 5th March, 1902. [First published 8th March, 1902.]

Sherif. 1060

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **I**N a suit in which La Communauté des Religieuses de l'Hotel-Dieu de Québec, established and doing business in the city of Québec, was Plaintiff; Georges Guillaume Jolicœur, of the city of Québec, esquire physician, was defendant, and Pierre Giguère and Joseph Huard, of the city of Québec, were *mis en cause*, the said COMMUNAUTE DES RELIGIEUSES DE L'HOTEL-DIEU DE QUEBEC; against the said Defendant, GEORGES GUILLAUME JOLICEUR, of the city of Québec, esquire physician, to wit:

Lot No. 1239 (one thousand two hundred and thirty-nine), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Saint Thérèse street—circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$6.00, payable to the Community of the Nuns of the Hotel-Dieu de Québec, on the 29th of June.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SECOND day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 27th March, 1902. [First published, 29th March, 1902.]

Sherif. 1350

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **W**HEREAS in a suit in which No. 521. } **J**OSEPH ZEPHIRIN LEBEL dit BEAULIEU, of the parish of Saint-Tite des Caps, butcher and farmer, now of Québec, was Plaintiff; and DAME ELMIRE PLAMONDON and JEAN-BAPTISTE PLANTE, both of the village of Stadacona, were Defendants, and Jacques Malouin et al., attorneys distracting of the said plaintiff, and the said plaintiff, Joseph Zéphirin LeBel dit Beaulieu; against the said defendants Dame Elmire Plamondon and Jean Baptiste Plante, jointly and severally, to wit:

Seized as belonging to Jean Baptiste Plante, one of the said defendants.

Part of lot No. 5 (five), of the official cadastre for the parish of Saint Roch North (Stadacona), measuring 39 feet in front by 78 feet in depth, more or less, english measure; bounded on the south by the street, on the north east by Pierre

au sud-ouest par Alphonse Janvier, étant un emplacement situé sur le côté nord de la deuxième rue—circonstances et dépendances; à la charge d'une rente annuelle de \$10.00, à cinq par cent au capital de \$200.00, en faveur des héritiers de L. H. Blais.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 13 mars 1902. [Première publication, 15 mars 1902.]

FIERI FACIAS

Québec à savoir: } CHARLES VEILLEUX, de No 1223. } la ville de Lévis, marchand de bois; contre CHARLES MARTEL de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, à savoir:

1° Le numéro 14 (quatorze), maintenant connu sous le numéro 14 B (quatorze B), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant une terre située au quatrième rang de Gosford—circonstances et dépendances.

2° La partie nord-est du numéro 355 (trois cent cinquante-cinq), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant un emplacement situé en la cinquième concession nord-est de Bourg-Louis, paroisse de Saint-Raymond, contenant cinquante pieds de largeur, mesure française, sur la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin royal au nord et au petit ruisseau au sud, ou de deux cent soixante-huit pieds de profondeur; borné le dit emplacement, au nord, en front, par le chemin royal, en arrière, au sud, par le dit petit ruisseau, au sud-ouest par O. Déry, fils, et au nord-est par François Noreau—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond, le DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 13 mars 1902. [Première publication, 15 mars 1902.]

L'Herault, on the south west by Alphonse Janvier, being a lot situate on the north side of the second street—circumstances and dependencies; subject to the charge of a yearly rent of \$10.00, at five per cent on the capital of \$200.00, in favor of the heirs L. H. Blais.

To be sold in my office, at the city of Québec, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 13th March, 1902. [First published, 15th March, 1902.]

FIERI FACIAS

Québec, to wit: } CHARLES VEILLEUX, of No. 1223. } the town of Lévis, lumber merchant; against CHARLES MARTEL, of Saint-Raymond, in the county of Portneuf, to wit:

1. Number fourteen (14), now known as number 14 B (fourteen B), of the official cadastre of the parish of Saint-Raymond, county of Portneuf, being a land situate in the fourth range of Gosford—circumstances and dependencies.

2. The north east part of number 355 (three hundred and fifty-five), of the official cadastre of the parish of Saint-Raymond, county of Portneuf, being a lot situate in the fifth concession north east of Bourg-Louis, parish of Saint-Raymond, containing fifty feet in width, french measure, by the depth there may be between the King's road, on the north and a little creek on the south, or of two hundred and sixty-eight feet in depth; said lot bounded on the north, in front, by the King's road, in rear, to the south, by the said little creek, on the north west by O. Déry, junior, and on the south east by François Noreau—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Raymond, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 15th March, 1902. [First published, 15th March, 1902.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit du comté de Berthier, district de Joliette.

Sorel, à savoir: } MARGUERITE DEBRISAT No 1895. } DIT SAINT-GERMAIN et VIR, Demandeurs; contre FRANÇOIS-XAVIER BROUILLET, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Lavaltrie, rang nord-ouest du Point du Jour, étant la moitié est des lots numéros cinq cent trente (No 530) et cinq cent trente et un (No 531), du cadastre officiel de la dite paroisse de Lavaltrie, et la sixième partie indivise de la moitié ouest des dits lots numéros cinq cent trente (No 530) et cinq cent trente et un (No 531), du dit cadastre officiel de la dite paroisse de Lavaltrie—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Lavaltrie, le NEUVIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Sorel, 3 mars 1902. [Première publication, 8 mars 1902.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Circuit court of the county of Berthier, district of Joliette.

Sorel, to wit: } MARGUERITE DEBRISAT dit No. 1895. } SAINT GERMAIN et VIR, Plaintiffs; against FRANÇOIS XAVIER BROUILLET, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Lavaltrie, range north west of Point du Jour, being the east half of the lots numbers five hundred and thirty (530) and five hundred and thirty one (531), of the official cadastre of the said parish of Lavaltrie, and the undivided sixth part of the west half of the said lots numbers five hundred and thirty (No. 530) and five hundred and thirty-one (No. 531), of the said official cadastre of the said parish of Lavaltrie—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Lavaltrie, on the NINTH day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office, Sorel, 3rd March, 1902. [First published, 8th March, 1902.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } **MARIAH LEBARON**
No 102. } (née Bean), du canton de Hatley, dans le district de Saint-François, veuve de feu Ai LeBaron, Demanderesse; contre **ELBRIDGE FARMER**, ci-devant du canton de Hatley, dans le district de Saint-François, maintenant absent de lieux inconnus, Défendeur.

Un morceau de terre situé partie dans le canton de Hatley et partie dans le village de Hatley Nord, dans le comté de Stanstead, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Hatley, comme partie du lot numéro cinq cent cinquante et un (551), dans le troisième rang; borné au sud par le chemin conduisant de Hatley Nord à Waterville, à l'ouest par les terres de H. Knowlton, David Jackson, Theresa Webster et A. C. LeBaron, respectivement, au nord par les terres de Theresa Webster, Dame Daves et Charles Jackson, respectivement, et à l'est par la terre de G. N. Lowell—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Catherine de Hatley, le **VINGT-NEUVIEME** jous d'**AVRIL** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 26 mars 1902. 1333
[Première publication, 29 mars 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } **JOSEPH RUEL**, De-
No 132. } mandeur; contre
DAME EUPHEMIE FISETTE ET VIR., Défendeurs.

Un morceau de terre situé dans le canton de Brompton, dans le district de Saint-François, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Brompton, comme lot numéro neuf A (No 9 A), dans le troisième rang, contenant cent vingt et un acres en superficie—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, sauf et excepté, cependant, et à être déduit d'icelui, un lot à bâtir mesurant cent pieds de front sur soixante et cinq pieds de profondeur—avec une petite maison sus-érigée, appartenant à la succession de feu Louis Duchesneau; le dit lot à bâtir étant borné en front par le chemin public, en arrière et des deux côtés par le résidu du dit lot numéro neuf A (No 9 A).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François-Xavier de Brompton, le **TRENTIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 26 mars 1902. 1331
[Première publication, 29 mars 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } **HONORABLE SIR**
No 44. } **CHARLES HIBBERT**
TUPPER, Demandeur; contre **ROBERT G. LECKIE**, Défendeur.

Tout ce morceau ou lot de terre sis et situé dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme lot numéro sept cent trente (730), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le quartier est de la dite cité

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } **MARIAH LEBARON**
No. 102. } (née Bean), of the township of Hatley, in the district of Saint Francis, widow of the late Ai LeBaron, Plaintiff; against **ELBRIDGE FARMER**, formerly of the township of Hatley, in the district of Saint Francis, now absent in parts unknown, Defendant.

A piece of land situate partly in the township of Hatley and partly in the village of North-Hatley, in the county of Stanstead, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Hatley, as part of the lot number five hundred and fifty-one (pt. No. 551), in the third range; bounded on the south by the road leading from North Hatley to Waterville, on the west by lands belonging to H. Knowlton, David Jackson, Theresa Webster and A. C. LeBaron, respectively, on the north by lands belonging to Theresa Webster, Mrs. Daves and Charles Jackson, respectively, and on the east by land belonging to G. N. Lowell—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte-Catherine of Hatley, on the **TWENTY-NINTH** day of **APRIL** next, at **ONE** of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 26th March, 1902. 1334
[First published, 29 March, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint-François

Saint Francis, to wit: } **JOSEPH RUEL**, Plain-
No. 132. } tiff; against **DAME**
EUPHEMIE FISETTE et vir., Defendants.

A piece of land situate in the township of Brompton, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Brompton, as the lot number nine A (No 9A), in the third range, containing one hundred and twenty-one acres in superficies—with the buildings and improvements thereon erected and made, save and except, however, and to be deducted therefrom, a building lot measuring one hundred feet in front by sixty-five feet in depth—with a small house thereon, belonging to the estate of the late Louis Duchesneau; said building lot bounded in front by the public road, in rear and on both sides by the remainder of said lot number nine A (No 9A).

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint François-Xavier de Brompton, on the **THIRTIETH** day of **APRIL** next, at **ONE** of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 26th March, 1902. 1332
[First published, 29th March, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } **THE HONORABLE SIR**
No. 44. } **CHARLES HIBBERT**
TUPPER, Plaintiff; against **ROBERT G. LECKIE**, Defendant.

All that parcel or lot of land situate, lying and being in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, known and designated as the lot number seven hundred and thirty (No. 730), on the official cadastral plan and book of reference for the

de Sherbrooke—ensemble avec toutes les maisons, bâtisses sus-érigées et appartenances, le dit lot faisant front vers le sud sur la rue du Pont.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Sherbrooke, le PREMIER jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 27 mars 1902. 1329
[Première publication, 29 mars 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS,

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } O NESIME LE-
No 148. } PITRE, Deman-
deur ; contre ALBANI GOSSELIN, Défendeur.

Trois lots de terre situés dans le canton de Wotton, dans le comté de Wolfe, district de Saint-François, connus et désignés comme suit :

1° Lot numéro neuf (No 9), dans le sixième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Wotton—circonstances et dépendances.

2° Lot numéro dix (No 10), dans le sixième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Wotton—circonstances et dépendances.

3° Lot numéro dix (No 10), dans le septième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Wotton—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Hipolyte de Wotton, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 5 mars 1902. 1057.2
[Première publication, 8 mars 1902.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du quatorzième jour de juillet 1897, pour Saint-Ephrem d'Upton, comté de Bagot, et de nommer, par commission, en date du dix-huitième jour de mars 1902, MM. Joseph Pilon, régistrateur, Frédéric Maher, bourgeois, Henri Dorais, marchand, et Jean Maurice, propriétaire de fromagerie et beurrerie, d'Upton, commissaires de la dite cour. 1311

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE

Québec, ce 26 mars 1902.

La formation d'une association sous le nom de "Société Industrielle," dans le but de se mettre, au moyen de contribution de la part de ses membres, en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident ou de revers de fortune, et (dans le cas de la mort des membres) leurs veuves, orphelins ou représentants légaux.

Le siège principal de la société est à Montréal.

1313 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la Province.

east ward of the said city of Sherbrooke—together with all and every the houses, buildings and appurtenances thereon or thereunto belonging, the said lot fronting towards the south on "Bridge street".

To be sold at my office, in the city of Sherbrooke, on the FIRST day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 27th March, 1902. 1330
[First published, 29th March, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } O NESIME LEPITRE,
No. 148. } Plaintiff ; against
ALBANI GOSSELIN, Defendant.

Three lots of land situate in the township of Wotton, in the county of Wolfe, district of Saint Francis, known and designated as follows :

1. The lot number nine (No. 9), in the sixth range, on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Wotton—with the appurtenances thereunto belonging.

2. The lot number ten (No. 10), in the sixth range, on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Wotton—with the appurtenances thereunto belonging.

3. The lot number ten (No. 10), in the seventh range, on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Wotton—with the appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Hipolyte de Wotton, on the NINTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 5th March, 1902. 1058
[First published, 8th March, 1902.]

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the fourteenth of July, 1897, for Saint Ephrem d'Upton, in the county of Bagot, and to appoint, by comission, dated the eighteenth day of March, 1902, Messrs. Joseph Pilon, registrar, Frederic Maher, gentleman, Henri Dorais, merchant, and Jean Maurice, proprietor of butter and cheese factory, of Upton, commissioners of the said Court. 1312

Government Notices

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 26th March, 1902.

The formation of an association by the name of "Société Industrielle," for the purpose of being enabled, by means of contributions from its members, in a position to assist those of its members who are afflicted on account of sickness, accident or reverse of fortune, and (in the event of member's death) their widows, orphans or legal representatives.

The head office of the association is at Montreal.

1314 ADELARD TURGEON,
Provincial secretary.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 25 mars 1902, d'autoriser, en faveur de R. B. Hutcheson, écuyer, notaire public, de la ville de Westmount, et pratiquant dans la cité de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de feu John Helder Isaacson, en son vivant notaire public, pratiquant en la cité de Montréal, conformément aux dispositions du code du notariat.

1315
ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la Province.

No 273.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire, sous le nom de "La Minerve," le canton La Minerve, comté d'Ottawa, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la proclamation du 29 novembre 1892.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902. 1321.

No. 1170.97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Demande érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Ignace de Stanbridge, comté de Missisquoi, les lots suivants du cadastre du canton de Stanbridge, savoir: Nos 1435 jusqu'à 1442 inclusivement, Nos 1447 jusqu'à No 1454 inclusivement, et les lots Nos 1456, 1457 et 1462.

Détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame des Anges de Stanbridge, dans le même comté, les lots suivants du cadastre du canton de Stanbridge, savoir: Nos 937 jusqu'au No 959 inclusivement, le No 963, Nos 1400 jusqu'au No 1419 inclusivement, Nos 1422 jusqu'au No 1434 inclusivement.

Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Alexandre, comté d'Iberville, les lots suivants du cadastre de Saint-Alexandre d'Iberville, savoir: Nos 42 jusqu'au No 59 inclusivement, Nos 61 jusqu'au No 70 inclusivement, Nos 72 jusqu'au No 77 inclusivement, Nos 79 jusqu'au No 82 inclusivement, Nos 85 jusqu'au No 91 inclusivement.

Détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Brigide, comté d'Iberville, les lots suivants du cadastre de Sainte-Brigide d'Iberville, savoir: Nos 362 jusqu'au No 377 inclusivement, et les Nos 506 jusqu'au No 533 inclusivement.

Détacher de la municipalité de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, comté de Missisquoi, les lots suivants du cadastre de la dite paroisse, savoir: Nos 27, 28, 29, 36, 38, 39, 40, 41, 43 jusqu'au No 50 inclusivement, Nos 52, 54, 56, 59 jusqu'au No 76 inclusivement et aussi le No 88.

Et ériger le territoire ci-dessus désigné en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Sainte-Sabine."

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902. 1299

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th of March, 1902, to authorize, in favor of R. B. Hutcheson, esquire, notary public, of the town of Westmount, and practising in the city of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late John Helder Isaacson, in his lifetime notary public, practising in the city of Montreal, pursuant to the provisions of the notarial code.

1316
ADELARD TURGEON,
Provincial secretary.

No. 273.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Erection of a new school municipality.

Application is made to erect into a school municipality, under the name of "La Minerve," the township La Minerve, county of Ottawa, with the same limits as are assigned to it by the proclamation of the 29th November, 1892.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902. 1322.

No. 1170.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Ignace de Stanbridge, county of Missisquoi, the following cadastral lots of the township of Stanbridge, to wit: Nos. 1435 to 1442 inclusively, Nos. 1447 to 1454 inclusively, and lots Nos. 1456, 1457 and 1462.

To detach from the school municipality of Notre-Dame des Anges de Stanbridge, in the same county, the following cadastral lots of the township of Stanbridge, to wit: No. 937 to No. 959 inclusively, No. 963, Nos. 1400 to 1419 inclusively, No. 1422 to No. 1434 inclusively.

To detach from the school municipality of Saint-Alexandre, county of Iberville, the following cadastral lots, to wit: Nos. 42 to No. 59 inclusively, Nos. 61 to No. 70 inclusively, Nos. 72 to No. 77 inclusively, Nos. 79 to No. 82 inclusively, No. 85 to No. 91 inclusively.

To detach from the school municipality of Sainte-Brigide, county of Iberville, the following cadastral lots of Sainte-Brigide d'Iberville, to wit: Nos. 362 to No. 377 inclusively, and No. 506 to No. 533 inclusively.

To detach from the municipality of the parish of Saint Romuald de Farnham, county of Missisquoi, the following cadastral lots of the said parish, to wit: Nos. 27, 28, 29, 36, 38, 39, 40, 41, 43 to No. 50 inclusively, Nos. 52, 54, 56, 59 to No. 76 inclusively and also No. 88.

And to erect the territory herein above described into a distinct school municipality by the name of "Sainte Sabine."

This erection, if it is authorized, is to take effect only on the 1st of July next, 1902. 1300

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les cercles agricoles ci-après mentionnés ayant transmis au département de l'agriculture les déclarations voulues par la loi, et s'étant conformés à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le sous-signé autorise la formation de ces cercles, qui sont par les présentes constitués en corporations.

Dans le comté de Saguenay, le cercle agricole ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :
" Cercle Agricole de la paroisse de Saint-Pierre de la Pointe aux Esquimaux."

Dans le comté de Temiscouata, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :
" Cercle agricole de la Mission de Saint-Mathias de Cabano."

F. G. MEVILLE DECHENE,
Ministre de l'agriculture.

Québec, 27 mars 1902. 1355

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole connu sous le nom de " Cercle Agricole de la municipalité du canton Orford," est changé en celui de " Cercle Agricole de la municipalité de Saint-Elie d'Orford," en vertu de l'article 1675d, tel qu'amendé par 59 Victoria, chapitre 21.

F. G. MIVILLE DECHENE,
Ministre de l'Agriculture.
Québec, 27 mars 1902. 1353.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Department des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj : 7200.

Whitton.

Lots 16 et 17, du 3ème rang S. O., à Angus McLeod.

Lot 18, du 3ème rang S. O., à Findlay McLeod.
Adj : 7201.

Doncaster.

Lots 1 et 2, du 7ème rang, à Jos. Monette dit Boisvenu.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 26 mars 1902. 1351

PROVINCE DE QUÉBEC.

Department des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton New Richmond.

Lot 30, du 4e rang, à Fred. et Martin Loubert.
Lot F, du 6e rang, à Phil. Robichaud et John Harriman.

Canton Saint-Denis.

2e partie du lot 16, du 2e rang, à Augustin Lavoie.
½ S. O. du lot 8, du 5e rang, à Guill. Ross.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the farmers clubs hereinafter mentioned having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of these clubs, which are hereby constituted in corporations.

In the county of Saguenay, the following club is authorized under the following name, to wit :
" Farmer's club of the parish of Saint Pierre de la Pointe aux Esquimaux."

In the county of Temiscouata, the following club is authorized under the following name, to wit :
" Farmer's club of the Mission of " Saint-Mathias de Cabano."

F. G. MIVILLE DECHENE,
Minister of agriculture.
Quebec, 27th March, 1902. 1356

Public notice is hereby given that the former's club known under the name of " Farmer's Club of the municipality of the township of Orford," is changed to that of " Farmer's Club of the municipality of Saint Elie d'Orford," in virtue of article 1675d, such as amended by 59 Victoria, chapter 21.

F. G. MIVILLE DECHENE,
Minister of Agriculture.
Quebec, 27th March, 1902. 1354.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :
Adj : 7200.

Whitton.

Lots 16 and 17, in 3rd range S. W., to Angus McLeod.

Lot 18, in 3rd range S. W., to Findlay McLeod.
Adj : 7201.

Doncaster.

Lots 1 and 2, in 7th range, to Joseph Monet dit Boisvenu.

E. E. TACHÉ,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 26th March, 1902. 1352

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township New Richmond.

Lot 30, of 4th range, to Fred. and Martin Loubert.
Lot F, of 6th range, to Phil. Robichaud and John Harriman.

Township Saint Denis.

2nd part of lot 16, of 2nd range, to Augustin Lavoie.
S. W. ½ of lot 8, of 5th range, to Guill. Ross.

Canton Montauban.

6e rang N. E.

Lot 23, à Ludger St. Amant.
 Lot 24, à Damase St. Amant.
 Lot 25, à Jean Morin.

Canton Pohénégamook.

Lot 57, du 4e rang, à Ferd. Pelletier.
 7e rang.

Lot 38, à Ed. Bouchard.
 Lot 39, à Jos. Bouchard.
 Lot 40, à Frs. Vaillancourt.

E. E. TACHE,
 Sous-ministre.

Département des Terres,
 Mines et Pêcheries.
 Québec, 29 mars 1902.

1309

Township Montauban.

6th range N. E.

Lot 23, to Ludger St. Amant.
 Lot 24, to Damase St. Amant.
 Lot 25, to Jean Morin.

Township Pohénégamook.

Lot 57, of 4th range, to Ferd. Pelletier.
 7th range.

Lot 38, to Ed. Bouchard.
 Lot 39, to Jos. Bouchard.
 Lot 40, to Frs. Vaillancourt.

E. E. TACHE,
 Deputy minister.

Department of Lands,
 Mines and Fisheries.
 Québec, 29th March, 1902.

1310

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Eusèbe Bélanger, de Saint-Gervais, marchand, Failli.
 Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge C. Pelletier, en date du 27ème jour de mars 1902, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints.
 Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations dans un délai de trente jours de cette date.

GEO. LEFAIVRE,
 L. E. TASCHEREAU,
 Curateurs conjoints.

Québec, 27 mars 1902.

1357

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Montmagny. } *Superior Court.*
 In the matter of Eusèbe Bélanger, of Saint Gervais, merchant, Insolvent.
 Notice is given that in virtue of a judgment of the honorable judge C. Pelletier, dated the 27th day of March, 1902, the undersigned have been appointed joint curators.
 Creditors of the said insolvent are requested to file their claims within a delay of thirty days from this date.

GEO. LEFAIVRE,
 L. E. TASCHEREAU,
 Joint curators.

Québec, 27th March, 1902.

1358

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 13

ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :— Divers lots du canton de Tingwick à la municipalité Chenier, 732.
 ANNONCEURS :— *Avis aux* :— Concernant avis, etc., 731.
 ASSOCIATION DISSOUE :— L'Association Protectrice de Bienfaisance de la province de Québec, 732.
 AVIS :— Demande d'enregistrer un certain acte de transport en faveur de William Maxwell, 739 ; Séances spéciales de la cour d'Echiquier du Canada, 733.
 AVIS DE CANCELLATION :— *Canton de* :— Doncaster, 759 ; Dorion, 732 ; Montauban, 760 ; New Richmond, 759 ; Pohénégamook, 760 ; Saint-Denis, 759 ; Whitton, 759.
 BILLS PRIVÉS, P. Q. :— *Avis au sujet des* :— Assemblée législative, 734 ; Conseil législatif, 733.
 CERCLES AGRICOLES :— Formation de :— Paroisse de Saint Pierre de la Pointe aux Esquimaux, 759 ; Mission de Saint-Mathias de Cabano, 759 ; Municipalité de Saint-Elie d'Orford, 759.
 FAILLIS :— Bachand, 746 ; Bélanger, 760 ; Choquette, 745 ; Clark, 745 ; Dickner, 744 ; Labbé, 744 ; Lavigne, 745 ; McHugh & Hughes, 745 ; Painchaud, 744 ; Yasinovsky, 744 ; Young, 745.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 13

MUNICIPALITIES ANNEXED :— Several lots of the township of Tingwick to the municipality of Chenier, 732.
 ADVERTISERS :— *Notice to* :— Respecting notices &c, 731.
 ASSOCIATION DISSOLVE :— L'Association Protectrice de Bienfaisance de la province de Québec, 732.
 NOTICES :— A petition for registration of a certain deed of transfer in favor of William Maxwell, 739 ; Special sittings of the Exchequer Court of Canada, 733.
 NOTICES OF CANCELLATION :— *Township of* :— Doncaster, 759 ; Dorion, 732 ; Montauban, 760 ; New Richmond, 759 ; Pohénégamook, 760 ; Saint Denis, 759 ; Whitton, 759.
 PRIVATE BILLS, P. Q. :— *Notices Respecting the* :— Legislative Assembly, 734 ; Legislative Council, 733.
 FARMERS' CLUBS :— Formation of :— Parish of Saint Pierre de la Pointe aux Esquimaux, 759 ; Mission of Saint Mathias de Cabano, 759 ; Municipality of Saint Elie d'Orford, 759.
 INSOLVENTS :— Bachand, 746 ; Bélanger, 760 ; Choquette, 745 ; Clark, 745 ; Dickner, 744 ; Labbé, 744 ; Lavigne, 745 ; McHugh & Hughes, 745 ; Painchaud, 744 ; Yasinovsky, 744 ; Young, 745.

LETRES PATENTES, DEMANDES DE :— Club Social de Saint-Henri, 740 ; Eagle Electric Light Coy, 741 ; La Cie Hamilton, 742 ; La Cie à bois Jacques-Cartier, 740 ; La Cie L. P. Lazure, limitée, 740 ; The T. F. Moore Coy, 741 ; Victoria Yacht Club, Ltd., 743.

LICITATION :—Rousseau vs Rousseau *et al.*, 747.

MINUTES DE NOTAIRE, TRANSFÉRÉES :— De John Helder Isaacson à R. B. Hutcheson, 758.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :— Eriger en :—Municipalité La Minerve, comté d'Ottawa, 758 ; Municipalité Papineau, comté d'Ottawa, 732 ; Municipalité Sainte-Sabine, comté d'Iberville, 758.

NOMINATIONS :— Commissaires d'écoles :—Cité de Québec, 731 ; Municipalité de Saint-Jacques No 2, comté Montcalm, 731.

*Cour des commissaires :—*Saint-Ephrem d'Upton, comté Bagot, 757.

*Juges de paix :—*Province de Québec, 732.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Dalpé vs Collette, 737 ; Delage vs Mathieu, 737 ; Delorme vs Bachand, 738 ; Desroches vs Haynes, 737 ; Garon vs Michaud, 738 ; Hudon vs Roy, 739 ; Lamothe vs Lajoie, 737 ; Mahaise vs Vailancourt, 737 ; Olier vs Gohier, 736 ; Savage vs Marchildon, 738 ; Simard vs Martel, 738 ; Tremblay vs Montreuil, 739 ; Trouillet vs Racicot, 737 ; Versailles vs Monette, 738 ; Vézina vs Charette, 738.

SOCIÉTÉ FORMÉE :—Société industrielle, 757.

VENTES DE FAILLITE :—Bellavance & Frères, 746 ; Descheneaux, 746 ; Hood, 747.

VENTES PAR LES SHERIFS

BEDFORD :—Dodge *et al* vs Leblanc *alias* White, 748.

CHICOUTIMI :—Desgagné vs Rossignol, 748.

JOLIETTE :—Dme Gadoury *et vir* vs Rivet, 749.

MONTMAGNY :—Vidal & Martineau vs Latulippe *et uxore*, 749.

MONTREAL :—Dme Desmarais vs Delles Kauntz, 752 ; Dufresne vs Charlebois, 752 ; Garand *et al* vs Delle Leprohon, 750 ; Lenoir vs Dme Roy, 750 ; Masterman *et al.*, faillis, 752 ; Miss Trenholme vs Provost *et uxore*, 753 ; St. Charles & Cie vs Dme Boschen, 750 ; Sun Insurance office of England vs Bamford, 751.

QUÉBEC :—Beaulieu vs Plante *et al.*, 754 ; Hôtel-Dieu de Québec vs Jolicœur, 754 ; Veilleux vs Martel, 755.

RICHELIEU :—Dme St. Germain *et vir* vs Brouillet, 755.

SAINT-FRANÇOIS :—Dme LeBaron vs Farmer, 756 ; Lepitre vs Gosselin, 757 ; Ruel vs Dme Piset *et vir*, 756 ; Tupper (Hon.) vs Leckie, 756.

LETTERS PATENT COMPANIES APPLYING FOR :—Club Social de Saint Henri, 740 ; Eagle Electric Light Coy, 741 ; La Cie Hamilton, 742 ; La Cie à bois Jacques-Cartier, 740 ; La Cie L. P. Lazure, limitée, 740 ; The T. F. Moore Coy, 741 ; Victoria Yacht Club, Ltd., 743.

LICITATION :—Rousseau vs Rousseau *et al.*, 747.

MINUTES OF NOTARY, TRANSFERRED :—From John Helder Isaacson to R. B. Hutcheson, 758.

SCHOOL MUNICIPALITIES, ERECTION OF :—Municipality La Minerve, county of Ottawa, 758 ; Municipality Papineau, county of Ottawa, 732 ; Municipality of Sainte Sabine, county of Iberville, 758.

APPOINTMENTS :—School commissioners :—City of Québec, 731 ; Municipality of Saint Jacques No. 2, county of Montcalm, 731.

*Commissioners' court :—*Saint Ephrem d'Upton, county of Bagot, 757.

*Justices of the peace :—*Province of Québec, 732.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Dalpé vs Collette, 737 ; Delage vs Mathieu, 737 ; Delorme vs Bachand, 738 ; Desroches vs Haynes, 737 ; Garon vs Michaud, 738 ; Hudon vs Roy, 739 ; Lamothe vs Lajoie, 737 ; Mahaise vs Vailancourt, 737 ; Olier vs Gohier, 736 ; Savage vs Marchildon, 738 ; Simard vs Martel, 738 ; Tremblay vs Montreuil, 739 ; Trouillet vs Racicot, 737 ; Versailles vs Monette, 738 ; Vézina vs Charette, 738.

SOCIETY FORMED :—Société industrielle, 757.

INSOLVENTS' SALES :—Bellavance & Frère, 746 ; Descheneaux, 746 ; Hood, 747.

SHERIFF'S SALES

BEDFORD :—Dodge *et al* vs Leblanc *alias* White, 748.

CHICOUTIMI :—Desgagné vs Rossignol, 748.

JOLIETTE :—Dme Gadoury *et vir* vs Rivet, 749.

MONTMAGNY :—Vidal & Martineau vs Latulippe *et uxore*, 749.

MONTREAL :—Dme Desmarais vs Delles Kauntz, 752 ; Dufresne vs Charlebois, 752 ; Garand *et al* vs Delle Leprohon, 750 ; Lenoir vs Dme Roy, 750 ; Masterman *et al.*, insolvents, 752 ; Miss Trenholme vs Provost *et uxore*, 753 ; St. Charles & Cie vs Dme Boschen, 750 ; Sun Insurance office of England vs Bamford, 751.

QUÉBEC :—Beaulieu vs Plante *et al.*, 754 ; Hôtel-Dieu de Québec vs Jolicœur, 754 ; Veilleux vs Martel, 755.

RICHELIEU :—Dme St. Germain *et vir* vs Brouillet, 755.

SAINT FRANCIS :—Dme LeBaron vs Farmer, 756 ; Lepitre vs Gosselin, 757 ; Ruel vs Dme Fiset *et vir*, 756 ; Tupper (Hon.) vs Leckie, 756.

